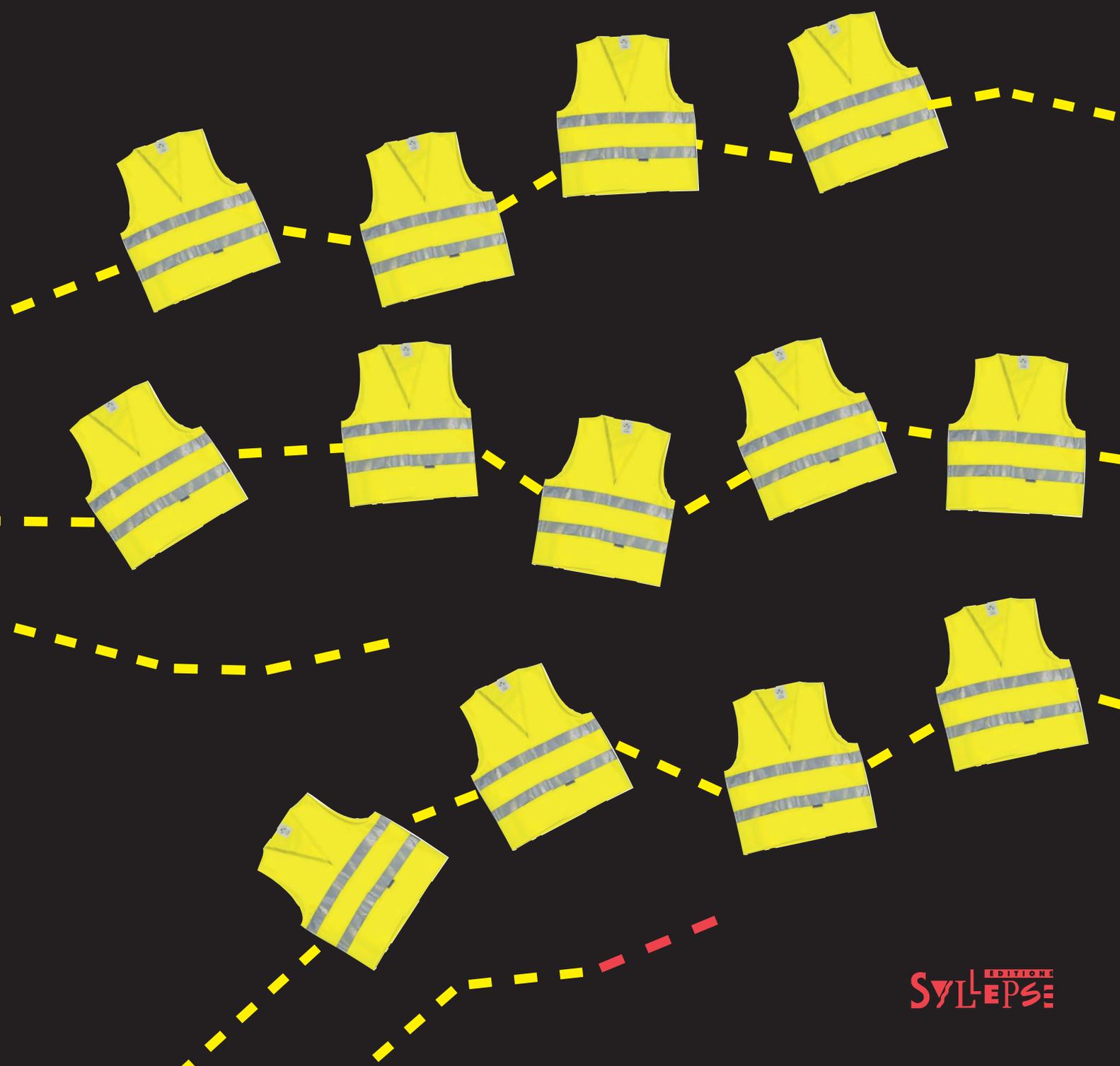


GILETS JAUNES

tome 2



ÉDITIONS SYLLEPSE

69 RUE DES DES RIGOLES, 75020 PARIS

WWW.SYLLEPSE.NET

EDITIONS@SYLLEPSE.NET

ISBN : 978-2-84950-778-0

Les éditions Syllepse remercient les auteur·es pour les textes qu'ils ont bien voulu leur confier.

LES TITRES ET LES INTERTITRES SONT DE NOTRE FAIT.

EN CLIQUANT SUR LES PETITS GILETS JAUNES, VOUS ACCÉDerez À DES VIDÉOS OU AUX SITES D'ORIGINE DU TEXTE ET SUR LES NOTES DE SOLFÈGE À QUELQUES CRÉATIONS MUSICALES.

EN CLIQUANT SUR WWW.SYLLEPSE.NET EN BAS DE PAGE, VOUS ACCÉDEZ AU SITE DES ÉDITIONS SYLLEPSE.

TABLE DES MATIÈRES

7. AVANT-PROPOS : ACTE APRÈS ACTE, L'ÉCRITURE D'UNE PIÈCE

9. CHANTS DE GILETS JAUNES

2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

10. APPEL DE LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

11. RETROUVONS NOTRE POUVOIR DE DÉCISION, PLACE AUX ASSEMBLÉES CITOYENNES !

12. APPEL À L'ACTION ET À LA MOBILISATION POUR LA PÉRIODE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

12. APPEL POUR UNE CONVERGENCE ÉCOLOGIQUE

13. SON ET LUMIÈRE DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

14. APPEL DE LA 1^{RE} ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DE COMMERCY

15. APPEL POUR LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

GILETS JAUNES DE SAINT-NAZAIRE

15. APPEL DE GILETS JAUNES À CRÉER DES MAISONS DU PEUPLE PARTOUT !

GILETS JAUNES DE SAINT-NAZAIRE

16. CONSTRUISONS DES CONTRE-POUVOIRS POPULAIRES LOCAUX ! PLACE AUX ASSEMBLÉES MUNICIPALES !

GILETS JAUNES DE COMMERCY

18. DONNONS-NOUS NOUS-MÊMES LES OUTILS POUR FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET DÉMOCRATIQUES

PROPOSITION DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE DU BASSIN MINIER DE L'ALLIER

18. MESSAGE DE SOLIDARITÉ DU PEUPLE DU ROJAVA POUR LES GILETS JAUNES EN FRANCE

INTERNATIONALIST COMMUNE OF ROJAVA

19. À TOUTES LES FEMMES GILETS JAUNES, À TOUTES LES PRÉCAIRES, À NOUS TOUTES

GROUPE FACEBOOK FEMMES GILETS JAUNES

19. UNE AMAJAUNE LORRAINE

TIN HANANE

20. LES FEMMES DONNENT DE LA VOIX

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DE PARIS

21. OUI, OUI, LES ASSISTANTES MATERNELLES SONT VRAIMENT EN COLÈRE !

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DU TARN-ET-GARONNE

22. PÉAGE-SUD, PERPIGNAN : LE RÉVEIL DES SANS-DENTS

SERGE ANDRÉ

22. LES GILETS JAUNES ET LEURS VALEURS

GILETS JAUNES DE LA LOIRE ET DE LA HAUTE-LOIRE

23. PARIS, ACTE 18

STREET MEDICS DE NANTES

24. INTELLECTUEL·ES ET ARTISTES AVEC LES GILETS JAUNES !

COLLECTIF D'UNIVERSITAIRES, D'INTELLECTUELS ET D'ARTISTES

25. TRAITEMENT JUDICIAIRE DES GILETS JAUNES

SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE

26. ROBES NOIRES ET GILETS JAUNES

UN COLLECTIF D'AVOCATS

27. POUR TOU·TES NOS BLESSÉ·ES ! BLOQUONS L'USINE ALSETEX ET TOUTES LES USINES D'ARMEMENT !

ACTION À L'INITIATIVE DE BLESSÉ·ES, DE LEURS PROCHES, DE LEURS SOUTIENS ET DE COLLECTIFS CONTRE LES VIOLENCES D'ÉTAT

29. PAS DE JUSTICE SOCIALE, PAS DE PAIX !

COMITÉ VÉRITÉ ET JUSTICE DE HAUTE-GARONNE

29. LE GUIDE DU GILET EN MANIF !

COMMISSION RÉPRESSION DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

30. BLOUSES BLANCHES, GILETS JAUNES, GILETS ROUGES

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DU NORD - SANTÉ ACTION SOCIALE

31. APPEL DES GILETS JAUNES INTERMITTENT·ES, CHÔMEUR·EUSES ET PRÉCAIRES

COLLECTIF GILETS JAUNES INTERMITTENT·ES, CHÔMEUR·EUSES ET PRÉCAIRES

32. APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

GILETS JAUNES DE ROUEN

33. MOTION : POINT SUR LA CONVERGENCE

GILETS JAUNES DE MONTPELLIER

33. MOBILISATION ST MICROELECTRONICS : ACTE 1/PRIME MACRON

CGT-ST MICROELECTRONICS CROLLES

35. MACRON DOIT CÉDER AUX EXIGENCES DES GILETS JAUNES ET DU MOUVEMENT SOCIAL

ASSOCIATIONS, ORGANISATIONS SYNDICALES ET PARTIS POLITIQUES

36. SYNDICALISTES ET GILETS JAUNES : L'EXPÉRIENCE DE GAILLAC (TARN)

LETTRE D'UN SYNDICALISTE

37. GILETS JAUNES ET SYNDICATS : MÊMES REVENDICATIONS, MÊMES COMBATS

GILETS JAUNES ET INTERSYNDICALE DE HAUTE-LOIRE

37. GOUVERNEMENT-MEDEF VEULENT TOUT DÉTRUIRE !!! POUR FAIRE FACE AUX POLITIQUES RÉACTIONNAIRES OPPOSONS UN FRONT POPULAIRE !!!

FÉDÉRATIONS ET UNIONS DÉPARTEMENTALES CGT : FNIC, COMMERCE, UD 94, 04, 59, 41, 66, 95, 18, 13

39. MANIFESTE DE LA JEUNESSE POUR LE CLIMAT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTER-FAC

40. POUR LA JUSTICE SOCIALE ET L'URGENCE CLIMATIQUE

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

41. CONTRE LES ACTES ANTISÉMITES, CONTRE LEUR INSTRUMENTALISATION, POUR LE COMBAT CONTRE TOUTES LES FORMES DE RACISME

UJFP, PIR, COLLECTIF ROSA PARKS, ATMF, FTGR, FEMMES PLURIELLES, FONDATION FRANZ FANON, AFPS 63, ACTION ANTIFASCISTE PARIS-BANLIEUE, FUIQP, ARGENTEUIL SOLIDARITÉ PALESTINE

42. L'ALLIANCE GILETS JAUNES ET QUARTIERS POPULAIRES

GILETS JAUNES DE RUNGIS ET COMITÉ ADAMA

42. NOTRE COLÈRE NE S'ARRÊTE PAS AU SAMEDI - ACTE 18-BIS

LES GILETS JAUNES DE MONTREUIL, DU KREMLIN-BICÊTRE ET DE LA PLACE DES FÊTES (PARIS)

43. TOUJOURS FÂCHÉS, JAMAIS FACHOS

LE MÉDIA GILETS JAUNES INFO

43. DU MONDE ET L'AUTODÉFENSE POPULAIRE !

GROUPE ANTIFASCISTE LYON ET ENVIRONS

44. LE TROISIÈME APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET TOUTES FORMES DE PERSÉCUTIONS

GILETS JAUNES COMMERCY

45. UNE ASSEMBLÉE DE GILETS JAUNES DANS UN SQUAT DE MIGRANTS

GILETS JAUNES DE CAEN

46. « FAIRE ALLIANCE À ÉGALITÉ, AVEC NOS SPÉCIFICITÉS »

ENTRETIEN AVEC YOUCEF BRAKNI

48. LETTRE OUVERTE

STYLOS ROUGES

48. COMMUNIQUÉ DE VICTOIRE N° 1

LES GILETS JAUNES DU ROND-POINT DU CAMPANILE, DIT LE ROND-POINT D'OLIVIER

50. LINKY, COMPTEUR BLEU ET GILET JAUNE

DES GILETS JAUNES DU TARN ET DES MEMBRES DU COLLECTIF ÉCRAN TOTAL

50. INNOVER POUR AGGRAVER LA CRISE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

DES GILETS JAUNES DU TARN ET DES MEMBRES DU COLLECTIF ÉCRAN TOTAL

52. COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN À GENEVIÈVE LEGAY

DES GILETS JAUNES DES ALPES-MARITIMES

54. NOUS EXIGEONS L'ANNULATION DES PEINES DES PRISONNIER-ES ET CONDAMNÉ-ES DU MOUVEMENT !

2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

ACTE APRÈS ACTE, L'ÉCRITURE D'UNE PIÈCE

Le mouvement des Gilets jaunes se donne le temps d'une respiration démocratique et ne cède en rien sur les agendas et les calendriers qu'on veut lui imposer. Il exprime, à sa façon, les possibilités d'une organisation autogérée de la société, d'un autogouvernement populaire¹.

De Commercy à Saint-Nazaire, ces lignes que nous écrivions dès le début du mois de décembre 2018 nous semblent résonner plus fort que jamais dans un imaginaire collectif qui s'arroge de nouveau le droit à l'alternative.

Des maisons du peuple aux assemblées de villes et de villages, le défaitisme des dernières années cède la place à la construction tâtonnante, patiente et déterminée, d'un horizon politique par et pour le peuple. Le besoin de coordination et d'unité a rassemblé des centaines de délégations sur les côtes saint-nazairiennes et on se prend désormais à rêver toujours plus loin.

Malgré les efforts déployés par le pouvoir pour expulser les Gilets jaunes des espaces publics et pour réprimer violemment la contestation sociale, rien n'y fait². La propagande médiatique est en sursis mais le mouvement continue d'inventer des lieux de délibération collective, d'échange et de solidarité, de résister en nombre dans les rues des villes chaque week-end, d'être soutenu par une majorité de la population. Mieux, il ricoche sur des pans de plus en plus larges de la société.

Des assistantes maternelles en gilets roses, jusque-là peu organisées, en sont à leur troisième mobilisation nationale et construisent déjà des alliances avec les chômeur·euses et les précaires. Des éboueurs de l'agglomération lyonnaise en gilets orange gagnent un conflit dur après dix-sept jours de grève. Des Stylos rouges font des marelles « politiques » au milieu des cortèges d'enseignant·es. Des Blouses blanches de l'hôpital universitaire de Besançon s'associent aux Gilets jaunes pour défendre un service public gratuit et de qualité. Des personnes handicapé·es en gilets bleus dénoncent, dans les rues de Carcassonne, un espace public qui exclut systématiquement des segments de la population. Sans parler des milliers de retraité·es déjà aux avant-postes sur bien des ronds-points et qui pourraient bien enfileur un gilet gris pour défendre les retraites.

Car d'acte en acte, le jaune cristallise l'envie de justice sociale, de démocratie et construit une pièce où chacun·e des acteur·trices peut jouer sa propre partition. Laquelle se joue et s'accorde dans un ensemble qui donne bien du fil à retordre aux tenants de l'ordre du monde. L'ébullition sociale contamine en effet la myriade de luttes aux quatre coins de la société pendant qu'une dignité retrouvée donne de l'élan combatif aux groupes sociaux discriminés, opprimés et exploités.

Peu ou prou, les organisations syndicales et associatives semblent elles aussi prises par le vent nouveau que les Gilets jaunes ont fait souffler, par cette atmosphère de sursaut social. Si, dans trop d'endroits, les premiers temps ont été difficiles et les clivages toujours vivaces, la nécessité commune de s'allier pour gagner et les combats communs ont entraîné des débats et des repositionnements significatifs. Des alliances se construisent ainsi sur des bases solides. Dans plusieurs départements, CGT, Solidaires, FSU, mais aussi FO, voire CFTC, et Gilets jaunes ont appelé ensemble à la grève et à la généralisation des blocages et des alternatives sur et en dehors des lieux de travail³. C'est une tournure « nouvelle » d'intersyndicale en forme de Bourse du travail première manière que proposent

1. Collectif, « Nous sommes le peuple », introduction à *Gilets jaunes : des clés pour comprendre*, vol. 1, Paris, Syllepse, 8 décembre 2018.

2. Sur la répression, voir notamment le site *Allô place Beauveau*. Sur la riposte, diverses initiatives sont en cours, voir notamment l'Assemblée des blessé·es et l'appel de l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire : « Nous exigeons l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement ! », p. 54.

3. En bloquant, par exemple, Carrefour et son vaste plan de licenciement, en organisant des circuits courts, des marchés citoyens...

les assemblées de Commercy et de Saint-Nazaire et qui devrait permettre d'élargir et d'amplifier la mobilisation et les convergences dans les territoires et les entreprises.

La haie d'honneur faite par les Gilets jaunes montpelliérains à la marche contre les violences sexistes et sexuelles en novembre dernier, la journée du 8 mars qui s'est étendue au samedi 9, ainsi que les dimanches de mobilisation sont autant d'épisodes d'une convergence entre féministes et femmes Gilets jaunes qui s'approfondit dans l'action et par le débat.

À Paris, des organisations antiracistes et de racisé·es ont fait cortège commun avec des Gilets jaunes. Ailleurs, des liens se tissent entre monde rural et banlieue urbaine tandis que la jeunesse engagée dans la lutte contre le changement climatique s'est emparée du mot d'ordre unificateur : « Fin de mois, fin du monde, même combat ».

Une invitation aux possibles se fraye un chemin dans nos esprits au fur et à mesure que s'entraperçoivent les contours des coalitions possibles pour élargir et amplifier la lutte. Après celle de Commercy, l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire éclaire de façon éblouissante ce chemin :

Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « Toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire. [...] Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe [...]. Nous appelons les assemblées citoyennes et populaires, ainsi créées, à se fédérer¹.

Ce second livre numérique et gratuit ne prétend pas donner une vision exhaustive et objective d'un mouvement aussi multiforme que celui des Gilets jaunes. Évidemment. En outre, il n'est pas dans nos habitudes, qui plus est dans un contexte mondial de montée en puissance des périls racistes et fascistes, d'écarter des possibles les tentatives de récupération et d'infiltration de l'extrême droite, ce qui relèverait d'une posture inconséquente². Néanmoins, sans minimiser ce qui s'est passé au cours de certaines manifestations, ce n'est pas du tout l'orientation prise par ce mouvement. Tourner le dos à l'intelligence collective en marche sous ce prétexte nous semblerait encore plus inconséquent et terriblement paralysant. De même, nous ne nions pas que « soutien et respect de l'autonomie » soient des notions qui se conjuguent mal pour nombre d'organisations, notamment politiques. Nous ne prétendons pas non plus que la présence de 300 « délégations » à Saint-Nazaire signifie pour autant que sur le terrain le mouvement se développe là où il est né et où il a tout son sens : dans les localités, les quartiers, les ronds-points...

Dans cet ouvrage, notre choix est celui de la mise en avant des éléments émancipateurs que les Gilets jaunes ont mis sur la place publique. Il s'agit d'un choix qui donne quelques-unes des lignes fortes qui participent tout à la fois de la construction d'un front large – un printemps jaune – enraciné dans les luttes, récentes ou anciennes et de l'esquisse d'un horizon émancipateur – trop souvent absent.

10 avril 2019

DAVID MINSTER, « REVOLUTION »



1. Voir les appels de l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire des 5-6-7 avril 2019, p. 10-12. On peut aussi consulter le site [Le vrai débat](http://Le.vrai.debat).
2. Voir *Gilets jaunes : des clés pour comprendre*, vol. 1, Paris, Syllepse, 2018.

LE CHANT DES GILETS JAUNES

Ami, entends-tu le vol noir de la finance sur nos payes,
Amis, entends-tu la souffrance populaire sans pareil,
Ohé, villageois, citadines et banlieusards c'est l'alarme,
Ce soir l'ennemi connaîtra le prix du sang et des larmes.
Sortez des usines, des bureaux et des cuisines, Gilets jaunes,
Sortez les palettes, braseros, les barricades, Gilets jaunes,
Ohé, travailleurs, les chômeuses, les étudiantes, venez vite,
Ohé les sans dents, les fainéants, les illettrés, tout de suite.
C'est nous qui trimons jour et nuit pour une paie de misère.
Les taxes qui nous pressent, les très riches qui s'engraissent, la galère,
Il y a des villas ou les riches au creux des lits font des rêves,
Ici Gilets jaunes, nous on craque et nous on sue, nous on crève.
Ici on s'entraide, on se relaie sur les routes, on s'écoute,
On se sent moins seules dans la lutte, tous unis, coûte que coûte.
Ce soir l'Élysée tombera: des assemblées à la place,
Chantons compagnons, le système tombera: plus de classes.
Amis entends-tu les oiseaux des jours heureux qui se lèvent?
Amis entends-tu les murmures d'amour que l'on sème?



LE CHANT DU GILET

Ami, entends-tu le vol noir de la de la finance sur nos payes,
Citoyens, citoyennes,
Ecoutez notre histoire
C'est celle d'un espoir
Vous m'entendez, vous m'entendez
C'est celle d'un espoir
Pour nous sortir du noir
Ils nous croyaient matés
Mais on s'est révoltés
Et on s'est rassemblés
Vous m'entendez, vous m'entendez
Et on s'est rassemblés
On a mis le gilet
Précaires, retraités,
Salariés exploités
Taxés de tous côtés
Vous m'entendez,
vous m'entendez,
Taxés de tous côtés
On en a eu assez
De l'argent pour La guerre,
On a toujours trouvé
Mais contre la misère
Vous m'entendez, vous m'entendez
Mais contre la misère
Paraît qu'y rien à faire
Le peuple souverain
N'est plus représenté
C'est l'État des banquiers
Vous m'entendez, vous m'entendez
C'est l'État des banquiers
Qui nous a tout volés
Mais tout ça va changer
Car on s'est rassemblés
On a mis le gilet
Vous m'entendez, vous m'entendez
On a mis le gilet
Et on va rien lâcher,
On a mis le gilet
Et on va rien lâcher!!

2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

SAINT-NAZAIRE (5-6-7 AVRIL 2019)

Les documents issus de cette deuxième Assemblée des assemblées sont soumis aux groupes, ronds-points ou assemblées locales de Gilets jaunes, «pour validation, amendement ou rejet».

Ils seront rendus publics. La correspondance doit être envoyée à l'adresse :

inscriptionassemblee@riseup.net.

APPEL DE LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

SAINT-NAZAIRE, 7 AVRIL 2019

Nous, Gilets jaunes, constitué·es en Assemblée de nos assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble.

À la suite de la première Assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leurs combats contre les politiques d'extrémisme libéral pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité !

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés, la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron !

Pour seule réponse aux aspirations convergentes des Gilets jaunes et autres mouvements de luttes, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire.

Depuis cinq mois, partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations, au sein de nos assemblées : nous continuons à débattre, à nous battre contre toutes les formes d'inégalités, d'injustice, de discrimination et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons : l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ; des services publics pour toutes et tous.

Notre solidarité et nos luttes vont tout particulièrement aux neuf millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons «Fin du monde, fin du mois, même logique, même combat!»

Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'Assemblée des assemblées peut recevoir des propositions issues des assemblées locales et émettre des orientations (comme l'appel de la première Assemblée des assemblées de Commercy). Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux.

L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance à l'égard des partis politiques, des organisations syndicales, et ne reconnaît aucun leader autoproclamé.

Pendant trois jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons toutes et tous débattu et élaboré des propositions sur nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination.

Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en juin.

À fin de renforcer le rapport de forces, de mettre l'ensemble des citoyennes et citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plateforme numérique dédiée et sécurisée.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées locales souveraines et à en créer de nouvelles.

Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions de notre assemblée.

Les résultats des travaux réalisés en plénière sont mis à disposition des assemblées locales pour alimenter les actions et les réflexions des assemblées.

Nous lançons plusieurs appels: sur les européennes, les assemblées citoyennes et populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement.

Il nous semble nécessaire de prendre un temps de trois semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets Jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore!

Nous appelons à une Semaine jaune d'actions à partir du 1^{er} mai.

Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire.

La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques.

Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme.

Ainsi nous construirons collectivement ce fameux «Toutes et tous ensemble» que nous

scandons et qui rend tout possible: nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire.

Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple.

Ne nous regardez pas, rejoignez-nous!

RETROUVONS NOTRE POUVOIR DE DÉCISION, PLACE AUX ASSEMBLÉES CITOYENNES!

SAINT-NAZAIRE, 7 AVRIL 2019

Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des assemblées appelons l'ensemble des Gilets jaunes ainsi que toutes nos concitoyennes et nos concitoyens à s'engager dans la réappropriation de notre pouvoir politique.

Une étape importante de cette reconquête passe par le niveau local. Nous appelons à créer dans chaque commune de France où cela est possible une ou plusieurs assemblées citoyennes et populaires. Car ce pouvoir nous a été confisqué comme nous le constatons dans de multiples domaines: écologie, public/privé (privatisation), démocratie, etc.

Ces assemblées sont l'expression de la volonté populaire. Chaque assemblée mène ses propres expériences en toute autonomie dans le respect de l'intérêt collectif (en lien avec des associations, Gilets jaunes seuls, groupes de citoyens,

associations de quartiers, présentation de listes ou non, etc.).

Nous appelons les assemblées citoyennes et populaires, ainsi créées, à se fédérer en réseau par l'échange de leurs expériences.

Réapprenons à partager nos préoccupations pour dé finir ensemble ce que nous voulons!

Réapprenons à vivre ensemble où nous habitons!

APPEL À L'ACTION ET À LA MOBILISATION POUR LA PÉRIODE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

SAINT-NAZAIRE, 7 AVRIL 2019

Nous, Gilets jaunes réunis lors de l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire, dénonçons le caractère anti-démocratique et ultra-libéral des institutions européennes. Le Parlement européen que nous élisons n'a même pas le pouvoir de proposer une loi! La Commission européenne décide de tout sans aucun contrôle démocratique. Les institutions européennes sont soumises à la pression de 25 000 lobbyistes pour la seule capitale européenne!

À l'inverse du modèle actuel, les Gilets jaunes portent un modèle de démocratie directe, dans lequel l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers. Un modèle démocratique où primeront en fin nos conditions de vie, de travail, vos droits, la qualité de nos services publics et de notre environnement.

Nous avons pour principe fondateur l'autonomie des groupes de Gilets jaunes et des individus en général. C'est pourquoi nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote ou même de participation à ces élections. Nous condamnons toutes les tentatives de constitution de liste politique au nom des Gilets jaunes!

Nous appelons les Gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons:

- D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérale.
- De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la

créativité des groupes locaux, par exemple: carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc.

Nous proposons aux Gilets jaunes de Belgique de co-organiser une convergence de tous les peuples à Bruxelles. Car quel que soit le résultat du vote, il faudra compter sur nous! C'est dans la lutte que se construira l'Europe des peuples.

Nous proposons à tous les peuples d'Europe de se saisir de cet appel, de le traduire dans leur propre langue, ou de s'en inspirer pour faire le leur. C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploiters communs que nous jetterons les bases d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs.

Pour nous aider à organiser la montée à Bruxelles, à traduire et à relayer cet appel, contactez-nous à l'adresse: tousabruelles@riseup.net.

APPEL POUR UNE CONVERGENCE ÉCOLOGIQUE

L'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes prend Acte de l'urgence environnementale, sociale et démocratique. C'est la même logique d'exploitation infinie du capitalisme qui détruit les êtres humains et la vie sur Terre.

La limitation des ressources nous oblige à poser la question de leur partage et du contrôle de la production. Les dérèglements climatiques, l'effondrement de la biodiversité et le péril nucléaire sont autant de menace qui pèsent sur notre avenir. Les biens communs (eau, air, sol, droit à un environnement sain) ne doivent pas être transformés en marchandises.

La taxe carbone est l'exemple parfait de la fausse écologie punitive qui cible les gens qui ne sont pas responsables. Or il y a des responsables et des pollueurs à qui s'attaquer directement par des actions coordonnées.

Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la destruction du vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique et populaire.

L'indignation ne suffit plus, passons à l'action!

La planète bleue a besoin de jaune pour rester verte!

SON ET LUMIÈRE DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

PARTIE 1



PARTIE 2



PARTIE 3



PARTIE 4



PARTIE 5



PARTIE 6



FACEBOOK



TWITCH



APPEL DE LA 1^{RE} ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DE COMMERCY

27 JANVIER 2019

Nous, Gilets jaunes des ronds-points, des parkings, des places, des assemblées, des manifés, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en «Assemblée des assemblées», réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets jaunes de Commercy.

Depuis le 17 novembre, du plus petit village, du monde rural à la plus grande ville, nous nous sommes soulevés contre cette société profondément violente, injuste et insupportable. Nous ne nous laisserons plus faire! Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère! Finissons-en avec les inégalités sociales! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

C'est pour tous ces droits que nous occupons quotidiennement des ronds-points, que nous organisons des actions, des manifestations et que nous débattons partout. Avec nos Gilets jaunes, nous reprenons la parole, nous qui ne l'avons jamais.

Et quelle est la réponse du gouvernement? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent, éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1 000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite «anti-casseur» vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera! Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre! Amnistie pour toutes les victimes de la répression!

Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de

communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et décider! La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds-points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes organisées par Macron.

Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire: ni racistes, ni sexistes, ni homophobes, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire.

Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations. Parmi les revendications et propositions stratégiques les plus débattues, nous trouvons: l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions (RIC, constituante, fin des privilèges des élus...), la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles...), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers...).

Nous, Gilets jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. Nous appelons à poursuivre les Actes (Acte 12 contre les violences policières devant les commissariats, Actes 13, 14...), à continuer les occupations des ronds-points et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main! Ne restez pas seuls, rejoignez-nous!

Organisons-nous de façon démocratique, autonome et indépendante! Cette assemblée des assemblées est une étape importante qui nous permet de discuter de nos revendications et de nos moyens d'action. Fédérons-nous pour transformer la société!

Nous proposons à l'ensemble des Gilets jaunes de faire circuler cet appel. Si, en tant que groupe Gilets jaunes, il vous convient, envoyez votre signature à Commercy (assembleedesassemblees@gmail.com). N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines

«Assemblées des assemblées», que nous préparons d'ores et déjà.

Macron démission !

Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

[Appel proposé par l'Assemblée des assemblées de Commercy. Il sera ensuite proposé pour adoption dans chacune des assemblées locales.]



APPEL POUR LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES, SAINT-NAZAIRE

GILETS JAUNES DE SAINT-NAZAIRE

10 FÉVRIER 2019

Il y a une dizaine de jours, la première Assemblée des assemblées de Gilets jaunes s'est tenue à Commercy. Grâce au colossal travail de préparation et à la chaleur de l'accueil, ce fut un immense succès, un moment fondateur d'une dynamique qui nous remplit d'espoir. Bravo et respect aux organisateurs. Aussi, c'est un grand honneur pour nous à la MdP de Saint-Nazaire de recevoir le mandat d'organiser la prochaine, les 5, 6 et 7 avril.

Bon, le mandat c'était plutôt pour les 29, 30 et 31 mars. Mais dans la tête et les poches des Gilets jaunes, la fin du mois c'est jamais un bon moment, c'est la période des galères. Par contre les débuts du mois c'est tout de suite une autre ambiance. C'était donc une évidence pour notre AG de choisir plutôt les 5, 6 et 7 avril. Et puis gratter une semaine sur l'orga, on va pas cracher dessus...

Nous avons conscience de l'importance de cette mission, du défi logistique énorme à relever. Et nous sommes déterminés à le faire avec toute l'aide des groupes de la région et d'ailleurs. Nous voulons en faire un moment fort de rencontre et de cohésion entre Gilets jaunes, un moment exemplaire de démocratie et un moment historique pour le mouvement. Tout comme ce que

nous avons vécu à la première assemblée, nous voulons y faire vivre la fraternité et l'intelligence des échanges.

Toutes les délégations ayant participé à Commercy sont dès maintenant sollicitées pour réfléchir avec nous aux grandes lignes de l'organisation de cette deuxième assemblée.

Nous appelons tous les groupes de Gilets jaunes qui se reconnaissent dans la démarche de l'Assemblée des assemblées à se constituer en assemblée et à décider de leur participation à la prochaine. Nous les appelons à prendre contact avec les groupes de leur région, les ronds-points voisins, pour faire connaître cet appel.



APPEL DE GILETS JAUNES À CRÉER DES MAISONS DU PEUPLE PARTOUT !

GILETS JAUNES DE SAINT-NAZAIRE

1^{ER} FÉVRIER 2019

Aux Gilets jaunes partout en France, aux groupes et ronds-points locaux, aux assemblées locales ou départementales, aux familles et aux bandes de potes qui enfilent les gilets le week-end, et à toutes celles et ceux qui n'ont pas encore le gilet mais qui ont la rage au ventre.

Cela fait maintenant plus de deux mois que nous nous sommes soulevé·es contre la dictature du pouvoir de l'argent sur nos vies. Deux mois que nous sommes sur les ronds-points, dans les rues, dans des assemblées, à bloquer l'économie pour défendre notre droit à vivre et retrouver notre dignité. Les médias n'osent même plus dire que le mouvement s'essouffle : nous nous sommes installés !

Maintenant, il nous faut définitivement enraciner notre mouvement. Il nous faut le doter de lieux de vie et d'organisation durables. Nous devons construire des bases arrière pour alimenter le rapport de force que nous avons engagé contre ceux qui mènent nos vies et la planète à la ruine.

C'est pourquoi, nous, Gilets jaunes de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire réunis à Commercy les 26 et 27 janvier pour la première Assemblée des assemblées des Gilets jaunes; appelons tous les groupes de Gilets jaunes à se doter de Maisons du peuple partout en France!

En plus de la répression des manifestations le gouvernement cherche à saper nos positions locales. Depuis la mi-décembre, il a ordonné l'évacuation de la plupart des ronds-points occupés. Dans de nombreux endroits les Gilets jaunes reconstruisent leurs cabanes à chaque destruction, dans des endroits parfois excentrés et peu visibles, dans d'autres la désorganisation persiste car les ronds-points ne peuvent pas être réoccupés. Nous devons donc lutter et nous organiser dans des conditions rudes, dans le froid de l'hiver, ou dans des salles prêtées ponctuellement au bon vouloir de telle ou telle mairie.

Nos Maisons du peuple sont des lieux de vie, de solidarité, où la chaleur du collectif nous fait sentir qu'on n'est plus seuls, où l'on apprend à s'écouter et s'accepter dans nos différences, et dont on ne pourrait plus se passer. Et même si certains de ces lieux sont menacés d'expulsion, quoi qu'il arrive, nous en trouverons d'autres. Une Maison du Peuple n'est pas qu'un bâtiment, elle se déplace avec nous.

En 1789, le peuple insurgé se retrouvait dans des clubs et des cafés; au début du 20^e siècle, les ouvriers renforçaient leur solidarité dans les Bourses du travail; en 1936 et en 1968 les usines en grève étaient le cœur de la lutte. Nos Maisons du peuple s'inscrivent directement dans cette continuité.

Certains bâtiments vides sont occupés, d'autres nous sont prêtés par des sympathisants. Ces occupations représentent pour nous des réquisitions citoyennes parfaitement légitimes, compte tenu des moyens dérisoires dont nous disposons face à ceux de nos richissimes adversaires. Par leurs dimensions sociales, ces lieux permettent justement de palier aux manquements de l'État.

Alors réapproprions-nous des bâtiments vides, cherchons des personnes qui pourraient nous en prêter, ou cotisons-nous, si nous le pouvons, pour en louer. Profitons de ces murs pour organiser des actions, accueillir de nouvelles personnes, nous reposer, venir en aide à celles et ceux qui sont en galère, mieux nous coordonner, etc.

Il nous faut poursuivre ce qui se passe déjà un peu partout mais qui menace d'être disloqué si nous ne trouvons pas d'espaces durables. Reprenons le pouvoir grâce aux Maisons du peuple!

Par cet appel, nous souhaitons aussi mettre à disposition nos conseils et nos savoir-faire à des groupes ou personnes qui se sentent orphelins de leurs ronds-points et souhaiteraient ouvrir des Maisons du peuple. Nous souhaitons mieux relier, visibiliser et fédérer les Maisons du peuple existantes ou en projet. Comme d'autres Gilets jaunes partout dans le pays, nous voulons construire des bases matérielles capable de s'opposer durablement à un État de plus en plus répressif et autoritaire.

Vive les Gilets jaunes! Vive les Maisons du peuple! Que la lutte soit longue!

Contacts : maisonsdupeuplepartout@riseup.net.



CONSTRUISONS DES CONTRE- POUVOIRS POPULAIRES LOCAUX ! PLACE AUX ASSEMBLÉES MUNICIPALES !

GILETS JAUNES DE COMMERCY

AVRIL 2019

À l'attention de tous les groupes, assemblées et gilets jaunes qui s'y reconnaitrons, partout en France et dans le monde. Retrouvons-nous lors de la deuxième Assemblée des assemblées à Saint-Nazaire le 5, 6 et 7 avril pour avancer avec ceux qui le souhaitent sur cette proposition que nous adressons au mouvement! [...]

Depuis plusieurs mois, les Gilets jaunes ont prouvé que le peuple était tout à fait capable de reprendre ses affaires en main. Tout le monde pensait que le mouvement ne passerait pas l'hiver mais nous sentons déjà les douceurs du printemps qui arrive! Nous sommes toujours là! Notre souffrance, notre révolte, notre ras-le-bol, sont toujours là! Notre détermination aussi!

Et nous réclamons toujours les trois mêmes choses: davantage de moyens pour vivre; davantage de justice et d'égalité; une vraie démocratie: le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Face aux dirigeants politiques et aux puissances de l'argent, nous devons tenir et ne rien lâcher sur ces aspirations légitimes! C'est bien pour ça que la coordination mise en place par l'Assemblée des assemblées doit devenir un outil pour amplifier la lutte au niveau national et nous renforcer! Et nous y parviendrons.

Mais au-delà de cette coordination et après quatre mois de lutte, il est devenu nécessaire de trouver des moyens d'enraciner notre mouvement. Car c'est certain: nous ne voulons plus nous quitter et souhaitons continuer ensemble. Mais comment? Et pour aller où?

Bien entendu, il nous faut absolument poursuivre les actions nationales, les blocages et les grèves. Mais nous pensons que pour durer nous devons *aussi* agir au niveau local! C'est partout où l'on vit, dans nos villes, villages, quartiers et municipalités que nous devons construire le rapport de force et trouver un second souffle.

Nous ne devons plus seulement attendre que ceux qui nous gouvernent cèdent et acceptent de changer le système au niveau national. Commençons dès maintenant au niveau local à bâtir nous-mêmes ce système plus juste!

Nous ne voulons plus laisser des élus, nationaux ou locaux, de n'importe quel parti, parler et décider à notre place, et faire leurs petites combines. On a bien vu avec le grand débat comment Macron a utilisé les élus locaux pour retrouver de l'air et calmer le jeu!

Voici nos propositions pour nous enraceriner et faire durer le mouvement:

1) Ouvrons de nouvelles Maisons du peuple partout où les cabanes et les QG ont été expulsés ou trouvons d'autres locaux!

2) Allons soutenir les luttes contre la fermeture des écoles, des services publics, des usines, la destruction de nos territoires!

3) Organisons par nous-mêmes des mini-RIC locaux plutôt que d'attendre que les puissants le mettent en place!

4) Allons plus loin: prenons les communes!

Dans les derniers mois nous avons créé des dizaines, des centaines d'assemblées de lutte dans tout le pays: dans les mois à venir faisons fleurir des assemblées municipales populaires partout pour gérer nos villes et nos villages!

Mais pas question de nous présenter aux élections municipales «par le haut» comme un parti classique voulant le pouvoir! Nous proposons au contraire d'ancrer le pouvoir local dans des assemblées municipales où le peuple décide et les élus obéissent. Ce serait un moyen de poursuivre la lutte en partant de la base, des groupes

locaux! Ces assemblées municipales prendraient les décisions sur tous les sujets qui les concernent, et les élus municipaux devraient en exécuter les décisions.

Malgré la force de notre mouvement, nous voyons bien que c'est difficile de faire plier les puissances dirigeantes et changer la donne dans tout le pays d'un seul coup. Mais tout en poursuivant nos actions pour les faire céder, nous pouvons commencer par nos villages, nos quartiers, nos villes. Nous pouvons instaurer partout où nous sommes des contre-pouvoirs locaux et grignoter, par le bas, le pouvoir des puissants d'en haut!

Nous proposons donc, partout où cela est possible, de former des assemblées municipales puis des listes de candidats, en vue des élections, qui s'engageront à appliquer la volonté de l'assemblée pour toutes les grandes décisions locales. Nous avons tout à gagner en faisant ce pari:

- si ces listes ne l'emportent pas, l'assemblée municipale pourrait tout de même peser sur les décisions locales et nous continuerons de renforcer notre ancrage local;

- si ces listes l'emportent, le conseil municipal aurait obligation d'entériner les décisions de l'assemblée municipale;

- si cette proposition marche, nous pourrions ensuite nous coordonner entre assemblées municipales pour former un réseau de communes libres où le peuple décide! Nous enracerinerons au niveau local un contre-pouvoir national pour continuer à s'opposer à ceux qui ruinent nos vies et nous écrasent.

Sans abandonner la lutte contre le gouvernement et contre les puissants, contre les taxes qui nous écrasent et les salaires de misère, nous pouvons d'ores déjà commencer par reprendre nos vies en main et changer les choses localement!

Cela peut paraître encore lointain. Mais jamais nous n'aurions imaginé en être où nous en sommes aujourd'hui: nous pouvons être Acteurs de l'Histoire et écrire le futur que nous souhaitons!

Enracinons le rapport de force! Tout le pouvoir aux Assemblées!

Vive le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple!

ANTHONY, JOUBERT, « LA COMPIL' DES GILETS JAUNES »



DONNONS-NOUS NOUS-MÊMES LES OUTILS POUR FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET DÉMOCRATIQUES

PROPOSITION DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE DU BASSIN MINIER DE L'ALLIER

AVRIL 2019

Au printemps 1789, le peuple français a rédigé des «Cahiers de doléances» obligeant ensuite le roi Louis XVI à convoquer les États Généraux.

Or, en 2019, le monarque présidentiel ne convoquera jamais ces États Généraux du 21^e siècle, s'accrochant comme une bernique à son rocher élyséen au service des Ultrariches qui n'entendent pas céder un pouce de leur pouvoir.

Il est illusoire de penser que sa Bonne Grâce nous accordera, autre chose que des miettes. Nous n'avons rien à négocier avec lui et son monde.

Il faut donc que nous nous en occupions nous-mêmes et convoquions ces États Généraux

COMMENT ?

En 1793, une Constitution, jamais appliquée, prévoyait que chaque 1^{er} mai se réunissait dans chaque canton des assemblées primaires qui envoyaient, après délibération, des représentants à l'assemblée nationale (corps législatif), qui se réunissait pour un an le 1^{er} juillet (www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-24-juin-1793).

Nous proposons que nous nous emparions de ce modèle, pour se donner comme objectif, en créant les conditions, de réunir dans toutes les communes de France des assemblées primaires.

Qu'un délégué et une déléguée soient désignés à une assemblée départementale en étant porteurs des revendications des cahiers communaux.

Cette assemblée départementale désigne à son tour deux délégués (un homme, une femme) à des États Généraux nationaux.

Et ces États Généraux se transforment d'eux-mêmes («*Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des... LBD*») en Assemblée constituante qui rédige une nouvelle

Constitution de la République enfin démocratique, sociale et universelle, avec des droits nouveaux: notamment le droit de disposer de son corps: donner la vie ou éteindre la lumière, «le droit du producteur» et la «propriété d'usage» ou les droits du vivant ou même les droits de la «Terre Mère».

Bien sûr il faut creuser, mieux élaborer les conditions de «faisabilité» mais cette idée a l'avantage de préparer l'avenir et le monde qui vient, en parallèle s'il le faut à la vie actuelle de la 5^e République que Macron démissionne ou non, que l'Assemblée nationale soit dissoute ou non... Et contrairement au club d'experts qui a rédigé pendant l'été 1958 la constitution de la 5^e République, là c'est le peuple lui-même qui rédige ses propres règles de vie en commun.

Tout cela peut sembler utopique ou idéologique mais, comme disait Victor Hugo, «il n'est rien au monde d'aussi puissant qu'une idée dont l'heure est venue».

Et les peuples du monde observent le peuple français comme en 1789. Ne passons pas à côté de notre tâche historique. Il y va de l'existence même de l'espèce humaine sur cette Terre.



MESSAGE DE SOLIDARITÉ DU PEUPLE DU ROJAVA POUR LES GILETS JAUNES EN FRANCE

INTERNATIONALIST COMMUNE OF ROJAVA

15 DÉCEMBRE 2018

Depuis leur révolution en 2012, les habitant-es, des peuples kurde, arabe, assyrien, circassien, turkmène, arménien... de religions musulmane, chrétienne, yézidi... s'organisent au sein d'un système alternatif appelé le «confédéralisme démocratique». Ils et elles ont un message pour les Gilets jaunes et toutes celles et ceux qui rêvent d'un autre monde.

Cela fait sept ans, bientôt huit, que nous construisons notre révolution. En tant que femmes nous avons pris notre place partout, et en tant

que Forces d'autodéfense des femmes, nous nous protégeons. Nous nous autogouvernons dans les différentes institutions, à partir des communes qui sont la base de la société.

Nous avons vu aux informations qu'un soulèvement à lieu en France. En tant qu'étudiantes du Rojava nous soutenons ce mouvement et particulièrement les lycéens qui ont été réprimés avec violence par la police. Nous sommes solidaires avec vous et nous vous soutiendrons jusqu'au bout!

Le peuple n'est pas obligé de vivre dans un système étatique, avec un état pour nous gouverner. Le peuple peut établir son propre système, comme celui de la nation démocratique. [...] Le peuple peut s'autogouverner, le peuple peut se révolter, le peuple peut arracher ses droits pour toute l'humanité.

Vive la résistance du peuple français, bravo à vous! Nous sommes avec vous jusqu'à ce que vous obteniez vos droits, bravo!

Macron démission!

Vive les communes!



À TOUTES LES FEMMES GILETS JAUNES, À TOUTES LES PRÉCAIRES, À NOUS TOUTES

GRUPE FACEBOOK FEMMES GILETS JAUNES

2 MARS 2019

Macron a participé jeudi à un «grand débat au féminin» organisé par Bérangère Couillard, députée En Marche. Invitées: Mme Schiappa, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, qui participe maintenant à l'émission Touche pas à mon poste, au côté de M. Hanouna, dont on sait les dérives en matière d'égalité de genre. Nous avons aussi assisté mercredi, à la promenade de Macron au côté des SDF (!!!)

Nous dénonçons cette politique spectacle médiocre, indécente et obscène. Dans le même temps, les budgets dédiés aux hébergements d'urgence – déjà surchargés – ont diminué tandis

que les prix des produits de première nécessité ont augmenté, comme celui de l'essence.

Tandis que les femmes sont toujours plus précarisées et discriminées, nous voulons du vrai, du concret, nous voulons pouvoir accéder à nos droits et en obtenir davantage. Notre quotidien est une guerre sociale que l'on mène de front. Les féministes celles qui luttent pour les droits des femmes et pour vivre, c'est nous, pas Schiappa!!!

Cette année, les 8 et 9 mars seront dédiés à la lutte pour les droits des femmes et à la lutte des classes.

Parce que la politique en matière de lutte pour les droits des femmes doit servir d'abord les plus précaires et les plus vulnérables. Parce que nous sommes les plus exploités par ce système capitaliste violent. Parce que nous sommes fières, fortes, solidaires et déterminées. Parce que les gouvernements partout dans le monde doivent nous entendre, nous soutenir et travailler avec nous pour proposer un avenir possible à nos jeunes.

Une Allumette. Une station essence. Ultimatum. Nous réclamons nos droits, et c'est urgent. [...]



BASILE ZBOUB, « HÉ MON JOJO »



UNE AMAJAUNE LORRAINE

TIN HANANE

20 JANVIER 2019

Je voudrais d'abord saluer tous les Gilets jaunes, de la première ou de la dernière heure. Bravo à vous toutes et tous pour votre détermination, votre endurance et votre courage. Grâce à vous le peuple français a retrouvé sa fierté. Nous sommes passés du statut de moutons à celui de citoyennes et de citoyens engagés. Merci!

■ Avec la force et la vaillance d'un peuple animé d'une saine colère, les Gilets jaunes affrontent depuis deux mois la violence et le mépris du président et des riches: le monarque Macron, autoproclamé Jupiter, Dieu de la terre du ciel et

de tous les êtres vivants... Extinction générale garantie!

■ Dans cette lutte de classes que les peuples craignent de perdre, les femmes ont toujours été perdantes. Nombreuses, dynamiques, infatigables et courageuses, malgré leurs lourdes tâches professionnelles, sociales et familiales, elles sont depuis le 17 novembre, dans toutes les assemblées, sur tous les ronds-points, manifestent dans la rue sous les gaz et les matraques. Sensibles et inventives, elles se rassemblent et créent des chaînes de solidarité pour venir en aide aux plus nécessiteux. Face à la misère grandissante, elles organisent des collectes et des distributions de vivres, couvertures et produits d'hygiène pour celles et ceux que le pouvoir laisse dépérir dans la rue.

■ 85% des parents isolés sont des femmes. Près de la moitié vit sous le seuil de pauvreté. Les femmes sont désignées comme assistées; elles sont surexploitées dans des jobs mal payés, accumulent les temps partiels, les CDD, et travaillent même le dimanche à l'enrichissement des grands capitalistes.

■ 90% des métiers sous-payés, d'aide à la personne sont occupés par des femmes. C'est sur leurs maigres épaules que reposent les soins aux malades, aux anciens, aux enfants...

On attend d'elles qu'elles travaillent comme si elles n'avaient pas d'enfants, et qu'elles élèvent leurs enfants comme si elles n'avaient pas de travail!

■ Macron et Hollande, et avant eux Sarko et Chirac, les marionnettes au service des plus riches du monde entier, ont trahi leur mission et ont infligé au peuple français des politiques d'austérité.

Ils ont réduit les dépenses publiques et ce sont les femmes qui en souffrent en premier.

■ Pour faire ses cadeaux aux riches, qui ont payé pour le porter en haut de l'Olympe, le monarque Macron demande aux collectivités territoriales de réduire la dépense de 13 milliards.

Et ce sont les centres médico-sociaux dont les femmes pouvaient bénéficier qui disparaissent.

■ Leurs enfants étudient dans des classes bondées (la France est passée du 4e rang au 26e rang des classements internationaux). Les activités extrascolaires sont payantes; les frais de cantine augmentent; les factures eau-gaz-électricité sont taxées à plus de 60%, le réseau de transports publics hors de prix disparaît...

■ Les plus riches siphonnent l'argent des services publics et les hôpitaux ferment, les médecins désertent nos provinces; les maisons de retraite se privatisent et se détériorent et c'est encore les femmes qui prennent en charge les anciens. Face

aux puissants qui nous polluent et nous empoisonnent, elles doivent bosser, nettoyer, remplir la casserole, nourrir, soigner, éduquer, transporter, égayer... Elles se font toujours baiser.

■ À travail égal, elles gagnent encore en France 25% de moins que les hommes, soit un minimum de 50 000 euros de moins pour dix années de boulot... 200 000 en quarante ans! Leur travail ménager n'est toujours pas considéré, ni rémunéré.

Les femmes sont les premières victimes du libéralisme, du sexisme.

Qu'à cela ne tienne, les Amajaunes ont posé les serpillières pour exprimer leur colère! Les femmes Gilets jaunes ont lâché leurs casseroles pour prendre la parole.

■ Et ce ne sont ni leurs coups, ni leurs insultes, ni leurs violences qui nous feront taire. La rue est à nous! L'avenir de nos enfants, et de notre planète, nous appartient.

■ Le capitalisme et le patriarcat ne s'effondreront pas tous seuls, aidons-les.

Femmes, hommes. Rassemblons-nous!

Multiplions-nous! Et demandons l'impossible!

Un monde meilleur est possible. Tout de suite, maintenant!



LES FEMMES DONNENT DE LA VOIX

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DE PARIS

1^{ER} FÉVRIER 2019

Le 8 mars c'est la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Alors, le lendemain, on consacre l'Acte 17 des Gilets jaunes à cette juste cause, pour faire converger toutes les mobilisations et montrer notre unité face au gouvernement:

En *jaune*, pour mettre en avant les femmes qui occupent une grande place dans le mouvement et sont mobilisées depuis la première heure sur les ronds-points, dénonçant notamment la précarité et les bas salaires.

En *rose*, avec les «gilets roses», les assistantes maternelles, mobilisées depuis le 2 février contre

le Medef et le gouvernement qui veut baisser leurs droits.

En *violet*, avec le collectif #8mars15h40 qui rassemble des associations féministes et divers syndicats et appelle à porter un foulard violet pour dénoncer les inégalités salariales et les violences sexistes et sexuelles.

En *rouge*, avec les nombreuses mobilisations sociales qui se donneront rendez-vous ce 9 mars, et notamment celle des intermittent·es et précaires qui dénoncent la réforme inique de l'assurance chômage, véritable guerre contre les plus fragiles.

Parce que l'inégalité que subissent les femmes conditionne et impActe aussi leur place dans la société tout entière, en les éloignant souvent des décisions politiques, battons-nous pour faire entendre leurs voix, pour l'égalité réelle et contre les violences.

POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LA DÉMOCRATIE : ON LÂCHE RIEN !

Départ : Champs-Élysées, passage à la Comédie française avec action des intermittents, puis Pyramide du Louvre avec une pyramide de poussettes des assistantes maternelles, traversée de la Seine par le pont du Carrousel, rue des Saint-Pères, bd Saint-Germain avec action des femmes du commerce, bd Saint-Michel rebaptisé Louise Michel, arrivée Luxembourg rebaptisée parc Rosa Luxemburg.



OUI, OUI, LES ASSISTANTES MATERNELLES SONT VRAIMENT EN COLÈRE !

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DU TARN-ET-GARONNE

30 MARS 2019

Tout a débuté lorsque les assistantes maternelles, métier très majoritairement féminin, ont découvert que dans le cadre de la renégociation sur l'assurance chômage, la lettre de cadrage du gouvernement imposait environ quatre milliards d'économie sur trois ans.

En quoi cela les concernent-elles? Point hautement sensible, la suppression, puis la diminution de l'allocation de retour à l'emploi qu'elles perçoivent, sous conditions, en cas de perte de contrat.

Elles sont salariées «multi-employeurs» et subissent les aléas des mutations des parents des enfants qu'elles gardent ou encore de la scolarisation de ces derniers. Elles ne retrouvent pas forcément un nouveau contrat tout de suite et subissent donc une perte de revenu. Le revenu moyen de cette profession est de 1 100 euros net mensuel. Que faire lorsqu'un tiers disparaît du jour au lendemain? C'est à ce moment-là que l'ARE entre en jeu et les aide tout simplement à pouvoir payer leurs factures.

Alors oui, vraiment en colère car ce qui est envisagé met en danger l'ensemble de la profession. Rappelons ici qu'elles permettent à d'autres parent d'aller eux-mêmes travailler. Elles sont donc un maillon indispensable de notre société.

Elles ont donc réussi par l'intermédiaire des réseaux sociaux à créer un collectif national appelé «Gilets Roses» qui compte plus de 11 000 membres! Elles se sont adressées à la CGT et FO au niveau national et dans le département à notre organisations syndicale.

2 février, 9 mars, 30 mars étaient trois dates de rassemblements nationaux en territoire. Elles interpellent les élus, du député au ministre, elles sont présentes dans les médias, se multiplient pour rallier d'autres «Nounous» à leur cause et veulent faire bouger les lignes!

En bref, elles sont formidables et réussissent à mettre de l'organisation là où il n'y en avait pas avec notre appui. Elles sont salariées précaires, des liens se font déjà avec les privés d'emplois et elles voient loin pour ce collectif qui ne demande qu'à se renforcer.

Pierre Bonnet, responsable commerce, UD-CGT 82



« PAROLES, PAROLES »



PÉAGE-SUD, PERPIGNAN : LE RÉVEIL DES SANS-DENTS

SERGE ANDRÉ

10 JANVIER 2019

Ils ont frappé Mike. Notre vaillant guerrier en fauteuil électrique et incapable de parler a reçu des coups de matraque sur les mains et le crâne. Samedi 15 décembre, quand les bleus ont arrosé de lacrymos le rond-point du péage-sud, l'handicapé motorisé n'a pas pu déguerpir à temps. «D'habitude, on prend soin de l'extirper avec nous, mais là, ça a été si soudain et si brutal, explique une Gilet jaune, que chacun a fui comme il a pu.» Fusée éclairante, pluie de grenades, assauts musclés. Un vieux raconte qu'il suffoquait à quatre pattes quand un camarade «gilet» lui a prêté son masque à gaz : «Respire un bon coup, prends ton temps.» Franck [1] était en train de battre en retraite quand des flics ont surgi derrière lui : «J'avais les mains levées. Le gendarme a armé son pistolet à lacrymos vers le bas : la grenade a ricoché contre une voiture avant de heurter mon mollet. J'ai hurlé. Il s'est avancé vers moi et m'a filé un coup de matraque. J'ai passé 48 heures dans le potage, mon mollet avait doublé de volume.»

Ils ont frappé Mike et la nouvelle a fait le tour des Gilets. Stupéfaction, colère. Comment en est-on arrivé là ? Depuis le 17 novembre, les blocages perpignanais se concentrent autour de trois péages : nord, sud et celui du Boulou – quasi-frontalier. À un jet de pierre du péage-sud se trouve le marché international Saint-Charles, poumon économique du département et cible première des Gilets. «Il faut asphyxier Saint-Charles !», entend-on régulièrement. Résultat : les poids-lourds sont régulièrement bloqués. Cohortes interminables de camtars arrêtés tête à cul sur la voie de gauche. Sonia a acquis une véritable expertise dans l'art de «garer» les 38 tonnes. Faut voir sa petite silhouette se planter devant ces énormes engins, agiter les bras, indiquer les manœuvres. Des fois le chauffeur rechigne, la phase de négociation peut-être houleuse. On essaie d'expliquer en espagnol ou en anglais ce qui se joue ici. Petit réconfort : le point chaud où le chauffeur peut boire un caoua et manger un morceau. Sonia revient, essouffée, énervée : «Ça y est, le chauffeur a compris qu'il allait dormir ici. Par contre je viens de me faire cracher dessus par une nana en bagnole.»

Ils ont frappé Mike. Le commissariat a refusé de prendre sa plainte. Alors avec une petite escorte, il est allé la déposer auprès du procureur au tribunal. Pas intimidé pour deux sous, l'handicapé est revenu squatter le rond-point. C'est une drôle de famille qui se reconstitue tous les jours au milieu du bitume crevassé, des herbes noires et des effluves de gasoil. Engoncé dans son vieux cuir élimé, Robert n'a pas envie que ça s'arrête : «Ça va se calmer pendant les fêtes, pour mieux repartir après. Avec les motards, on a calé des actions jusqu'à mi-janvier. On n'a peut-être pas de dents mais on a un cerveau.» Coordonnateur «Gilet jaune», Robert a enquillé 8000 bornes avec sa bécane. Il est chaud pour 8000 de plus.

JOURNAL CQFD



LES GILETS JAUNES ET LEURS VALEURS

GILETS JAUNES DE LA LOIRE ET DE LA HAUTE-LOIRE

22 MARS 2019

Des Gilets jaunes de la Loire et de la Haute-Loire ont écrit et publié avec le consentement des Gilets jaunes de ces deux départements pour rappeler ce qu'est leur mouvement ainsi que ses valeurs :

Les Gilets jaunes sont un mouvement spontané qui rassemble, par-delà les clivages traditionnels les personnes qui, en France, s'indignent du mépris avec lequel sont traités les plus fragiles de nos concitoyens dans le monde du travail et en dehors, de l'injustice fiscale, territoriale ou de toute autre nature et qui va grandissante.

Les Gilets jaunes aspirent à une société plus égalitaire, plus solidaire dans laquelle chacun puisse vivre décemment et dignement, une société plus juste socialement dans laquelle les richesses seraient partagées équitablement, une société où nous sortirions du système capitaliste, et dans laquelle seraient abolis les privilèges, une société démocratique où la parole de tous les citoyens serait prise en compte, une société égalitaire entre les hommes et les femmes une société protectrice

de l'environnement, une société basée sur les valeurs humaines où l'éducation aurait toute son importance et où chacun serait respecté dans sa singularité (ce qui exclut les intentions sexistes, racistes, antisémites, xénophobes, homophobes ou violentes que le gouvernement nous prête)!

Il est regrettable que les dirigeants politiques répondent à ce mouvement, qui est tout à la fois l'expression d'une colère populaire et un formidable élan de solidarité, par la violence, en utilisant la police comme une milice, et le mensonge avec le soutien des médias nationaux aux ordres des grosses puissances financières.

En quelques mois, grâce au mouvement des Gilets jaunes, des milliers de personnes, qui s'étaient résignées à vivre en silence dans l'ombre, ont pu exprimer leurs colères et leurs aspirations dans la lumière! Les Gilets jaunes ont redonné à des personnes isolées, abandonnées par la société, le sens de l'existence, de la chaleur humaine et du partage, sans rien leur demander en échange quant à leurs conditions de vie, sans tenir compte de leurs convictions politiques, religieuses ou éthiques.

Solidarité et fraternité sont les valeurs des Gilets jaunes que les responsables politiques de tous bords semblent avoir oubliées!

Depuis trop longtemps, les politiciens carriéristes font des promesses qu'ils ne tiennent pas. Aujourd'hui, ils accusent les personnes qui le leur reprochent de déstabiliser la France. Remettons les choses à leur place: ce ne sont pas les Gilets jaunes qui ont fait renaître les vieilles antennes fascistes mais la course effrénée au profit qui relègue au ban de la société une grande partie de nos concitoyens!



PARIS, ACTE 18

STREET MEDICS DE NANTES

18 MARS 2019

Alors que le bilan matériel de la journée de samedi semble occuper tous les esprits, le bilan humain s'annonce tristement élevé. Les grenades de tous types (lacrymos, désencercantes ou GLI f4) ont plu toute la journée sur les manifestant·es. Les

DAR (Détachements d'action rapide), plus nombreux que jamais, ainsi que la CSI (Compagnie de sécurisation et d'Intervention, en casques noirs sans bandes) ont copieusement abusé des coups de matraque et des tirs de LBD.

Un compte-rendu, regroupant les bilans de plusieurs groupes de street-medics et de secouristes volontaires présents sur place, devrait voir le jour dans le courant de la semaine.

En attendant, nous pouvons doré et déjà parler de centaines de victimes de la répression. Pas moins de 237 interpellations sont à déplorer dans la capitale. On compte également plus d'une centaine de blessé·es déjà recensé·es, et ce chiffre risque d'augmenter encore très rapidement.

Des crânes ouverts, des désencercantes explosant entre des jambes, des éclats de GLI-F4 fichés dans les chairs, des malaises et évanouissements par dizaines, des tirs de LBD40 dans des visages, un enfant avec au moins deux doigts arrachés, un homme avec un pied partiellement arraché, des blessures avec des lambeaux de chair manquants, des interpellations se soldant par des tabassages, des tympanes atteints, au moins une personne éborgnée, plusieurs dizaines d'évacuations par les pompiers... la liste est extrêmement longue, et non-exhaustive. Nous tenons à apporter tout notre soutien aux victimes de la répression d'État, qu'elle soit physique ou judiciaire, ainsi qu'aux street-medics, secouristes ou autres manifestant·es qui ont pu rentrer de cette journée choqué·es, voir traumatisé·es.

Pendant que *Le Parisien* nous explique qu'un pauvre «homme désabusé» est obligé de quitter son appartement des Champs-Élysées tous les week-ends, pour aller se réfugier dans sa maison secondaire (sic).

Alors que certain·es n'hésite pas à parler de «prise d'otage» pour qualifier une émeute, tandis que dans le même temps des matons empêchent des centaines de familles de prendre des nouvelles de leurs proches, sans que cela n'émeuve grand monde.

Quand des dégradations deviennent des meurtres prémédités, selon notre ministre de l'intérieur.

Le sujet de la répression étatique semble n'avoir jamais été autant surpassé par les discours sécuritaires, alors qu'il est plus que jamais d'actualité.

Une pensée également pour toutes les personnes ayant marché contre le racisme d'État et les violences policières ce samedi après-midi, et ce dans le plus grand silence médiatique. Des centres-villes aux quartiers populaires, des ZAD

aux manifs, la solidarité face à la répression et aux violences d'État s'impose comme une nécessité.

Soutien aux victimes, force aux interpellé·es, et bon rétablissement aux blessé·es.



I MUVRINI, « FIN DU MONDE ET FIN DE MOIS »



INTELLECTUEL-ES ET ARTISTES AVEC LES GILETS JAUNES !

COLLECTIF D'UNIVERSITAIRES, D'INTELLECTUEL-ES
ET D'ARTISTES

4 JANVIER 2019

Nous ne serons pas les chiens de garde de l'État!

Qui aurait cru qu'un gilet suffirait à ébranler l'État?

Nous assistons depuis deux mois à un mouvement populaire de grande ampleur soutenu par une grande partie des Français. Ce mouvement a pris le gilet jaune comme symbole. Ce gilet de sauvetage qui signale le danger est devenu un cri de ralliement contre la casse sociale en marche: «ne nous écrasez pas»! Il permet de rendre visibles ceux qui restent d'ordinaire invisibles. En occupant pacifiquement des ronds-points, les Gilets jaunes s'inspirent à leur manière des occupations d'usines de Juin 36 et de Mai 68, et de mouvements de contestation plus récents comme les Printemps arabes, les Indignés espagnols ou Occupy aux USA.

Le mouvement des Gilets jaunes a montré à nouveau que, face à un pouvoir prêt à tout pour imposer ses «réformes», seule la lutte permet de gagner: occuper, bloquer, manifester, toucher les lieux sensibles de l'État, de l'économie, de la

finance. Tisser des liens, inventer des solidarités, s'organiser pour tenir, fédérer les colères, rechercher des convergences, créer de nouvelles formes de résistance, penser de nouvelles manières de faire de la politique.

Confronté à ce mouvement, l'État a choisi la voie de la répression policière et judiciaire. Il envisage désormais de ficher les manifestants pour pouvoir procéder à des interpellations préventives. Alors que les armes employées par la police ont déjà entraîné blessures et mutilations chez des dizaines de manifestants, de nouvelles consignes d'«extrême fermeté» viennent d'être données aux préfets et aux procureurs. Pour justifier cette politique de confrontation brutale, les autorités s'efforcent par tous les moyens de discréditer les Gilets jaunes. Ainsi, Emmanuel Macron les a stigmatisés comme une «foule haineuse» qui serait à la fois xénophobe, homophobe et antisémite... L'État peut compter sur la complicité de certains médias qui montent en épingle le moindre incident pour faire passer les Gilets jaunes pour des racistes et des fascistes. Il peut également compter sur ses chiens de garde, ces intellectuels médiatiques qui se sont empressés de les dénoncer comme des «barbares» et des «gilets bruns». L'un d'eux vient même de féliciter la police pour avoir «sauvé la République»!

Beaucoup d'universitaires, d'intellectuels (enseignants, chercheurs, etc.) et d'artistes s'en sont tenus jusqu'à maintenant à un silence prudent, y compris ceux qui affichent leur sympathie pour la gauche et l'extrême gauche. Sans doute parce que ce mouvement échappe aux catégories habituelles du jugement politique – imprévisible, inclassable, comme Mai 68 en son temps, comme tout événement historique digne de ce nom. Certains ont pris position en faveur de ce mouvement populaire, mais leur parole est ignorée par les médias dominants. C'est ce silence que nous voulons contribuer à briser, en affirmant publiquement notre solidarité avec les Gilets jaunes et en appelant les intellectuels, les universitaires et les artistes à les rejoindre.

Il s'agit certes d'un mouvement hétérogène, traversé de multiples contradictions, et qui fait l'objet de tentatives d'infiltration et de récupération de la part de l'extrême droite. Il importe de demeurer vigilants face à toute dérive complottiste, raciste ou homophobe. Mais ces dérapages restent le fait d'une petite minorité et ne peuvent en aucun cas servir de prétexte pour déconsidérer l'ensemble des Gilets jaunes. Tout en condamnant sans réserve les menaces de mort envers des élus ou envers des Gilets jaunes accusés de «trahison», nous contestons l'usage indifférencié du terme

violence qui confond les violences physiques contre les personnes, qui sont inacceptables, et les dégradations de biens (voitures brûlées, vitrines brisées ou porte de ministère enfoncée...) qui accompagnent toujours les soulèvements populaires. Sans oublier que, comme l'écrivait Brecht, On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent / Mais on ne dit jamais rien de la violence / Des rives qui l'enserrent.

Le mouvement des Gilets jaunes est né d'une exigence d'égalité et de justice, d'une protestation contre la destruction du «modèle social français» et la précarisation de larges couches de la population, encore accélérées par les réformes d'inspiration néolibérale menées au pas de charge et sans concertation par Emmanuel Macron. Ce mouvement témoigne d'une demande de reconnaissance, de la volonté d'être écouté et respecté, face à l'arrogance méprisante d'un gouvernement de technocrates qui se jugent «trop intelligents, trop subtils» pour être compris par un peuple d'«illettrés», de gens «qui ne sont rien».

En partant d'une révolte antifiscale, le mouvement des Gilets jaunes a connu une politisation rapide qui s'est effectuée en dehors de tous les partis. On a assisté à l'émergence de revendications radicales portant sur les institutions et l'exercice du pouvoir. En se référant aux traditions historiques de la Révolution française (cahiers de doléances, appel à des États Généraux, «marche des femmes»...), les Gilets jaunes ont réveillé l'idée de citoyenneté active fondée sur la compétence du peuple. On commettrait une grave erreur en condamnant comme «populistes» ou réactionnaires leur revendication de «référendum d'initiative citoyenne» ou l'appel des Gilets jaunes de Commercy à créer partout des «comités populaires» de citoyens et à les fédérer dans une «assemblée des assemblées». L'exigence d'une expression directe de la volonté populaire, la revendication d'un contrôle des élus par leurs électeurs qui les soumettrait à un mandat impératif et révocable: tout cela appartient à la tradition démocratique et révolutionnaire, depuis les Sans-Culottes, la Révolution de 1848 et les Communards jusqu'aux Conseils ouvriers du 20^e siècle. Le refus de toute délégation de pouvoir qui caractérise la plupart des Gilets jaunes s'inscrit dans la même tradition, celle de la démocratie radicale et libertaire, ravivée par la mémoire des révoltes trahies.

Aujourd'hui, le mouvement des Gilets jaunes est à la croisée des chemins. Même s'il ne doit pas être surestimé, le risque existe que l'extrême droite arrive à lui imposer son orientation autoritaire, haineuse et xénophobe. C'est la

responsabilité historique de la gauche de ne pas lui laisser le champ libre.

Pour toutes ces raisons, nous appelons les universitaires, les intellectuels et les artistes fidèles aux idéaux d'émancipation à soutenir activement les Gilets jaunes, à relayer leurs revendications et à les rejoindre dans la lutte.



TRAITEMENT JUDICIAIRE DES GILETS JAUNES

SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE

19 FÉVRIER 2019

Au quatrième mois de mobilisation du mouvement des Gilets jaunes, les avocats intervenant aux côtés des manifestants, en garde à vue ou dans les prétoires, peuvent légitimement se poser la question. En effet, parallèlement aux violences policières, qui discréditent définitivement la doctrine française du «maintien de l'ordre», s'ajoutent désormais les violences judiciaires, commises dans le cénacle moins «engagé» mais finalement tout aussi anxiogène des tribunaux.

Ainsi les parquets requièrent-ils, sur ordre de la garde des Sceaux – dont la circulaire du 22 novembre 2018 constituait déjà un appel à la répression pénale la plus sévère – de lourdes peines de prison à l'encontre de tout prévenu assimilable, de près ou de loin, à un Gilet jaune: prison sans sursis pour des «primo-délinquants», mandats de dépôt, lourdes amendes, interdictions de manifester et interdiction des droits civiques privant opportunément du droit de vote aux prochaines élections.

Trop souvent les tribunaux leur donnent satisfaction! Pourtant, nous constatons chaque jour que les dossiers sont très souvent vides ou approximatifs:

- Absence quasi systématique de procès-verbal d'interpellation, remplacé par une fiche de mise à disposition, sorte de QCM, dont bien souvent n'est versé au dossier que le recto!
- Condamnations massives pour «participation à un groupement en vue de la préparation de

violences et de destructions», infraction «tarte à la crème», permettant de condamner des manifestants pour leur simple participation à la manifestation, dès lors qu'ils ont été interpellés à un moment de tension avec les forces de l'ordre.

■Peines complémentaires d'interdiction de manifester alors même que l'article L211-13 du Code de la sécurité intérieure limite à des infractions très précises la possibilité de prononcer une telle peine. Pour mémoire, de 1995 à octobre 2018, seules trente-trois personnes ont été condamnées à une peine complémentaire d'interdiction de manifester. Depuis novembre 2018, plusieurs centaines de Gilets jaunes ont été condamnés à cette peine complémentaire!

Menées en un temps record, ces procédures répondent à un double objectif: augmenter le nombre de déferrements/condamnations et «neutraliser» les Gilets jaunes.

Le SAF dénonce le traitement judiciaire subi par les Gilets jaunes, déjà soumis à des violences policières sans équivalent dans l'histoire récente des mouvements sociaux.

Cette violence judiciaire marque une nouvelle dérive dans la criminalisation d'un mouvement social, laquelle ne fera qu'abîmer davantage la confiance des citoyens dans leur Justice.

Moins de justice sociale, plus d'injustice pénale, est-ce l'État de droit que nous voulons?



ROBES NOIRES ET GILETS JAUNES

UN COLLECTIF D'AVOCATS

2 JANVIER 2019

En vertu que l'État de droit est celui dans lesquels les mandataires politiques, représentants élus en démocratie, sont tenus par le droit édicté par la démocratie elle-même, en se fondant sur la séparation des trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, et leur limitation mutuelle, ce qui garantit son impartialité dans les normes de droit et une nécessité incontournable dans leur application concrète,

En vertu du principe que le droit se définit tel un instrument privilégié de régulation d'organisation politique et sociale et subordonne le principe de légitimité au respect de la légalité, et au 1er chef du respect absolu des principes constitutionnels caractéristiques d'un régime démocratique, l'exécutif n'est pas libre d'agir à sa guise, de manière partielle et paradoxale, pour servir ses intérêts politiques et protéger sa souveraineté au mépris total des droits et libertés civiles des Citoyens.

Toujours en vertu du droit dont nous, avocats, sommes dépositaires, dans les circonstances du contexte social du moment, nous déclarons l'iniquité, et l'abus caractérisé du poids frénétique de l'appareil policier mis en place face au soulèvement social actuel, des arrestations arbitraires sans droits en vue d'un fichage suivant les centaines de témoignages que nous recevons, et affirmons son illégitimité.

Et ce, selon le non-respect, voire l'annulation capricieuse des droits fondamentaux, politiques, et des libertés civiles individuelles, dans le but exclusif d'imposer davantage de restrictions aux Acteurs de la société civile; nous contestons ainsi les dispositions oppressives, théoriques et pratiques, qui lui sont affectées de manière brutale et répressive, à des fins d'asphyxie sociale, et leur totale non-conformité aux normes de droit, sous des prétextes fallacieux et nébuleux et totalement interprétatifs des lois à son bénéfice.

Selon le postulat que toutes ses mesures contrevennent gravement, sur un plan collectif et individuel, non seulement à notre Constitution, mais également à la Déclaration des droits de l'homme et du Citoyen, et tout autant au traité de Lisbonne, entre autres, et au bien commun.

Nous refusons également l'argutie juridique avancée de l'«état d'exception» voire «l'état d'insurrection» car l'adopter suggérerait que notre État se définirait en guerre contre son propre peuple, menacé par lui, et suspendrait de fait son titre d'État de Droit et de démocratie, au profit d'un système parallèle de «dictature, voire d'une monarchie», contre un régime véritablement républicain.

C'est pourquoi, le 2 janvier 2019, nous, collectifs d'avocats, identifié «Robes noires et Gilets jaunes – Officiel», comptant, à ce jour, une centaine d'avocats et 17000 adhérents, répartis sur deux Groupes, et représenté notamment des membres fondateurs suivants:

David Libeskind, avocat au Barreau de Paris;
Philippe de Veulle, avocat au Barreau de Paris;
Juliette Bissière, avocat au Barreau de Paris,

Alfonso M. Dorado, avocat au Barreau de Paris, Conseil près de la Cour pénale internationale (CPI), Christine Claude-Maysonnade, avocat au Barreau de Tarbes, Guillaume Royer, avocat au Barreau de Nancy, Olivier Beyer, avocat au Barreau de Lyon, Anne Gréco, avocat au barreau de Paris avons transmis un courrier à M. le préfet de police de Paris, pour l'informer de notre soutien des intérêts de nombreuses personnes mises en cause de manière pour le moins extravagante, particulièrement dans la séquestration non avenue de la rue Vignon en date du 22 décembre dernier, et dont tous les éléments en notre possession attestent d'une fin de non-recevoir; qu'un dépôt de plainte pénale à titre non-exhaustif, pour atteintes à la liberté d'expression, du droit «d'aller et venir», de réunion et de manifestation, de violences, de séquestration, et de mise en danger de la vie d'autrui, et que d'autres plaintes sont envisagées, par ailleurs, auprès de toutes les instances intérieures concernées ainsi que Internationales. Dans ce courrier, nous proposons, en outre, à M. le préfet de police de Paris, de nous fournir toutes explications à ce sujet.

Au vu de l'actualité, et de ce courrier daté et posté au 2 courant, il va sans dire que nous ajouterons à ce dossier lourd, notamment, la répétition des mêmes procédés, le soir même, place de la Concorde, et en d'autres événements suivants en province, et nous nous engageons à soutenir les lésés, de la même façon.

Nous objectons, de plus, et particulièrement à tous ces titres, l'interprétation subjective de l'État du «droit à s'opposer à une manifestation non déclarée» pour justifier la répression brutale de retour.

Pour rappel, la manifestation pacifique des Gilets jaunes du samedi 29 décembre 2018, devant les locaux de BFM, avait été dûment déclarée en préfecture, selon la loi en vigueur, mais, par un sombre «tour de passe-passe», a été nassée à l'identique, de manière imprévisible et violente, sous l'argument «d'attroupement» malveillant, et ce, malgré l'appel, in vivo in situ, d'une co-organisatrice à la préfecture, préfecture qui confirmait elle-même cette déclaration officielle.

Des vidéos, à l'appui de cet appel en direct à la préfecture, en témoignent, et l'enregistrement d'un dialogue de cette Gilet jaune avec un CRS en faction confirment ce retournement de situation imprévisible et pour le moins inapproprié, voire illégal, selon les principes d'une déclaration officielle de manifestation.

Pour le moins, par cet exemple précis, entre autres, ce prétexte de «déclaration de manifestation ou de non-déclaration officielle» évoqué

pour justifier des interventions policières musclées et l'arbitraire de bon nombre de situations comparables, apparaît vide de sens lorsque l'on sait que la manifestation du 12 janvier 2018 à Paris avait été autorisée par la Préfecture.

Nous, collectif d'avocats, «Robes noires et Gilets jaunes – Officiel», exigeons des Pouvoirs publics en place des explications sur l'usage intempestif des lois et règlements en vigueur à son propre avantage, faute de quoi nous entamerons toutes les procédures susceptibles de mettre en évidence leur illégitimité dans le but de sanctions juridiques adaptées, afin d'obtenir réparation de tous les préjudices des individus nommément impliqués, et des atteintes à la collectivité.



POUR TOU-TES NOS BLESSÉ-ES ! BLOQUONS L'USINE ALSETEX ET TOUTES LES USINES D'ARMEMENT !

**ACTION À L'INITIATIVE DE BLESSÉ-ES, DE LEURS
PROCHES, DE LEURS SOUTIENS ET DE COLLECTIFS
CONTRE LES VIOLENCES D'ÉTAT**

25 MARS 2019

Dans le cadre du maintien de l'ordre en métropole et dans les territoires d'outre-mer, l'État français a recours à un arsenal militaire sans commune mesure avec celui utilisé par ses voisins européens. Il est le seul à utiliser des grenades et un des rares à tirer sur la foule avec des balles de gomme.

Cet usage légitime de la violence était jusqu'alors réservé aux quartiers populaires et aux mouvements de révolte. L'histoire de l'après-guerre est rythmée par une violence systémique qui nous a amenés à faire le constat suivant: sur les vingt dernières années, les forces de l'ordre françaises ont mutilé en moyenne deux à trois personnes par an et en ont tué en moyenne quinze chaque année.

Mais depuis le mois de novembre 2018, face à l'ampleur et la spontanéité du soulèvement des

Gilets jaunes, la violence de l'État à l'égard des manifestations s'est considérablement durcie, faisant naître une prise de conscience collective des violences policières. Trois mois de révolte intense ont démontré, par une hécatombe sans précédent, que le facteur principal déterminant la violence d'État, c'est le caractère potentiellement révolutionnaire d'un mouvement de révolte.

Pourtant, sans être partie prenante du mouvement, Zineb Redouane a été tuée à Marseille, visée à sa fenêtre du quatrième étage par une grenade lacrymogène tirée en plein visage.

Également, trois personnes ont été éborgnées par des tirs de LBD à La Réunion dans les deux premières semaines de la révolte, suivies de dix-sept autres en métropole, dont deux lycéens de 15 et 16 ans et un collégien de 14 ans.

Cinq personnes se sont fait arracher une main par des grenades GLI F4 à Paris, Tours et Bordeaux.

Plusieurs centaines d'autres ont été grièvement blessées, dont les deux tiers à la tête.

Et malgré ce carnage, aucun mot, aucun regret, aucune excuse de la part des autorités. Au contraire, la répression se fait chaque jour plus féroce et le ministre de l'intérieur, au comble du cynisme, explique à des enfants dans une mise en scène télévisée comment tirer au LBD.

Le maintien de l'ordre protège l'État et non le peuple, il est à la fois un placement politiquement rentable pour le pouvoir, apeuré par sa chute possible, et un commerce juteux.

L'État français se vante en la matière d'un savoir-faire et d'une doctrine développés dans les anciennes colonies et sur les territoires d'outre-mer, et inspirées depuis les années 1980-1990 par les théories sécuritaires et logiques commerciales agressives des idéologues au service du complexe militaro-industriel étasunien (hypothèse de la vitre brisée, brigades antigang et d'intervention en civil, armes sublétales, militarisation de la police).

La France achète et utilise des armes chimiques (proscrites par les conventions internationales sur les terrains de guerre) : les grenades lacrymogènes.

La France achète, vend et utilise des armes de guerre : les grenades GLI F4, les grenades de désencerclement...

La France achète et utilise des munitions qui mutilent : les cartouches à destination des lanceurs de balles de défense de 40 et 44 mm (Flash-Ball SuperPro et SuperPro2, LBD 40, Kann 44, Riot Penn Arms).

L'État français offre des milliards d'euros à sa police et aux marchands de mort, tandis que son système de santé est en faillite, que son système

social est en faillite, que son système éducatif est en faillite, que son système de transports sert à nous taxer alors qu'il devrait être gratuit (pour le peuple et pour l'environnement) et que les grandes entreprises qui servent l'État refusent de payer des impôts, d'augmenter les salaires et de baisser le temps de travail, et cela alors même que le chômage bat des records.

Les augmentations d'impôts contre lesquelles nous nous battons servent à payer les armes qui répriment nos révoltes, alors il est temps de frapper là où le bât blesse.

Bloquer le complexe militaro-industriel français, c'est bloquer l'économie de mort de ce système.

Pour Zineb Redouane, pour les blessé-es, pour tou-tes celles et ceux mortes de s'être revolté-es, du 29 au 31 mars 2019, bloquons l'usine [A].

Et pour tou-tes celles et ceux qui ne pourrons venir dans la Sarthe, nous appelons à bloquer tous les sites suivants : [Suit une liste de quinze site de fabrication].

Précision : même si les événements venaient à être supprimés des réseaux sociaux (pressions des autorités), les rassemblements seront maintenus dans tous les cas. À chacun-e de s'organiser localement pour parvenir jusqu'aux sites, pour s'y rassembler selon les modalités qui lui conviendront et pour prendre ses précautions pour que tout se passe au mieux pour lui/elle. Pour info, les sites de fabrication sont classés Seveso, c'est-à-dire avec un haut niveau de sécurité.

Prévoyez de partir de chez vous quarante minutes à l'avance et de vous garer à trente minutes à pieds du lieu de rassemblement s'il devait être difficile de se rendre en voiture sur place ou de s'y garer. Organisez-vous pour ne pas garer votre véhicule sur le bas-côté de la chaussée, mais sur des chemins vicinaux où le stationnement ne gêne pas. Si les sites devaient être inaccessibles, nous invitons à bloquer les axes qui y mènent ou à se rassembler sur la place principale du village ou de la ville la plus proche.



KOPPP JOHNSON



PAS DE JUSTICE SOCIALE, PAS DE PAIX !

COMITÉ VÉRITÉ ET JUSTICE DE HAUTE-GARONNE

25 JANVIER 2019

Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, la violence de la police et la répression ont frappé dur dans toute la France: plus d'une centaine de blessés graves (mains arrachées, éborgnés) et une personne a été tuée. Rien qu'à Toulouse, fin janvier, on comptait 410 interpellations, 263 gardes à vue, 115 passages au tribunal et des condamnations qui totalisent 121 mois de prison ferme.

QUINZE MORTS ENTRE LES MAINS DE LA POLICE PAR AN EN MOYENNE DANS LES QUARTIERS...

Rappelons que cette violence s'abat depuis des décennies sur les habitants des quartiers populaires. Le flash-ball y a été déployé largement avant son utilisation en manifestation. Près de 600 personnes sont décédées suite à l'intervention de la police ces quarante dernières années (source base de données *Bastamag*: <https://bastamag.net/webdocs/police/>).

Une écrasante majorité des victimes sont noires ou arabes et issues de quartiers. L'impunité est toujours la règle pour les policiers. Au delà de ces chiffres, il y a aussi la réalité quotidienne des insultes, des humiliations, des contrôles permanents et des violences banalisées.

Il ne s'agit pas de s'engager dans une concurrence morbide de qui subit le plus la police, mais d'appeler à des alliances face à cette situation. Espérons que ceux qui subissent aujourd'hui les matraques, grenades et flash-ball, soutiennent aussi les habitants des quartiers populaires dans leur quotidien. Les habitants de ces quartiers ne connaissent que trop bien l'injustice sociale.

Partout en France, les Gilets jaunes ont été choqués par les images des jeunes de Mantes-la-Jolie forcés par la police de s'agenouiller, les mains derrière la tête. La scène a été rejouée par les manifestants. Pourvu que ce geste de solidarité en entraîne d'autres. Ce mouvement est peut-être enfin une occasion de dépasser la division entre les banlieues et le reste de la France.

Justice et Vérité pour Adama, Wissam, Lamine, Morad, Aboubakar, Angelo, Zyed et Bouna!

Pour Théo, pour Madame Kébé! et pour toutes les victimes...

Justice pour Zineb Redouane!
Justice pour tous les blessés, avec ou sans gilet jaune!

Force à celles et ceux qui luttent!



LE GUIDE DU GILET EN MANIF !

COMMISSION RÉPRESSION DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

27 JANVIER 2019

Propositions pour organiser une défense solidaire des Gilets jaunes à l'échelle locale

UNE ORGANISATION COMMUNE PRÉSENTE À CHAQUE MANIF

Avoir au moins un, si possible deux avocats de permanence que chaque gilet peut solliciter s'il est arrêté et mis en garde à vue.

Il est important de ne pas piocher un nom au hasard mais de prendre le temps de discuter avec l'avocat en amont pour savoir s'il est favorable à nous soutenir. Il est aussi important d'apprendre le numéro de portable de l'avocat et pas seulement son nom pour être sûr que les policiers arriveront à le joindre: l'avocat n'est pas toujours dans son cabinet, or c'est ce numéro qui apparaît dans l'annuaire.

Avoir deux Gilets qui se portent référents à chaque manif pour noter les éventuelles arrestations. On peut ainsi:

- Savoir qui est arrêté, dans quelles conditions, et dans quel commissariat il est emmené.
- Avoir un témoin en cas de violence.
- Aller soutenir le Gilet devant le commissariat, ou aller l'y chercher quand il sort. L'idéal serait que l'avocat du gilet soit en lien avec les autres gilets pour leur dire s'il y a comparution immédiate ou non.
- Aller en manif en binôme pour qu'on puisse se surveiller et se protéger mutuellement.
- Appeler à la vigilance quant aux photos et vidéos qui sont prises.

Trop souvent, les images servent à réprimer et à fichier les Gilets, soit directement comme simples constats prouvant l'implication de ces derniers

dans une agitation sociale, soit en tant que moyens de pressions lors de procès ultérieurs. Par ailleurs, plusieurs vidéos/photos prises de différents points de vue et à des moments différents peuvent parfois s'avérer utiles à la police. Elles peuvent permettre de constituer une séquence compromettante, que le délit ait été réel ou non : un montage (intentionnel ou non) peut faire croire à tout et n'importe quoi. Avoir au moins un, si possible deux avocats de permanence que chaque gilet peut solliciter s'il est arrêté et mis en garde à vue.

On suggère donc de :

- Ne pas photographier ou filmer une scène susceptible d'entraîner des conséquences pénales pour des personnes (en revanche, prendre soin de filmer les violences policières).
- Favoriser les photos de foule de dos en manifestation afin de ne pas faire apparaître les visages
 - Flouter les visages des manifestants avant publication.

LA SOLIDARITÉ APRÈS LA MANIF EN CAS D'ARRESTATION

Quels outils mettre en place pour être soutenu financièrement, juridiquement, et moralement

- Avoir une caisse de soutien qui puisse servir à payer les frais de justice, ceux des blessés ou de leurs familles. Cette caisse peut-être financée par une cagnotte à laquelle tous les gilets contribuent, ou par des événements organisés par des Gilets... Toutes les idées sont les bienvenues. Attention : il est illégal d'appeler à payer les amendes.
- Aller soutenir les gilets au tribunal ou devant les commissariats, en leur montrant simplement qu'on est présents.

DIFFUSER L'INFORMATION !

- Faire en sorte qu'un maximum de personnes soient au courant de leurs droits, et sachent comment se protéger des diverses attaques policières.
- Distribuer un tract d'informations sur nos droits (en manifestations, en garde à vue, encas de procès) à son groupe avant chaque manif. Comme tract, vous pouvez utiliser Jaune a rien à déclarer!
 - En discuter entre Gilets et se préparer ensemble à être solide et efficace.

POUVOIR RIPOSTER

Se défendre, ça implique aussi pouvoir attaquer quand on est touché et que la police est dans l'illégalité. Porter plainte à l'IGPN lorsqu'on subit des violences policières, porter plainte au tribunal correctionnel ou administratif lorsque la police a agi dans l'illégalité. C'est aussi en parler à la

presse, ou contacter des collectifs qui défendent les blessés. Voir : desarmons.net

Ne pas réagir, c'est laisser à la police la possibilité d'agir en toute impunité.

SÉCURISER NOS MOYENS DE COMMUNICATION

Utiliser des outils sécurisés qui rendent difficile à la police de lire et écouter nos échanges téléphoniques. Les applications de messagerie comme Telegram et Signal sont chiffrées, c'est-à-dire qu'à moins d'avoir le code de déchiffrement, la police ne peut pas avoir accès à nos échanges. Ces messageries ne sont pas localisées en France, ce qui veut dire qu'il est plus difficile pour la police d'avoir accès à ces codes. Ne pas avoir accès à ces échanges rend difficile d'identifier des Gilets, de créer des responsables pour condamner le mouvement, et d'anticiper les actions à venir.

Un téléphone et un ordinateur peuvent être intégralement chiffrés. Pour les smartphones, cette option existe dans les paramètres. En revanche, s'ils sont saisis alors qu'ils sont allumés, les données ne sont pas chiffrées, il est donc fortement conseillé en cas de crainte d'arrestation imminente d'éteindre son portable ou son ordinateur pour protéger les données.

Document inspiré de la commission sur la répression des Gilets jaunes, réunie pour la première fois lors de l'Assemblée des assemblées de Commercys le 27 janvier 2019.



BLOUSES BLANCHES, GILETS JAUNES, GILETS ROUGES

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DU NORD - SANTÉ ACTION SOCIALE

8 JANVIER 2019

GAGNER ENSEMBLE, C'EST POSSIBLE !

Augmentation immédiate des salaires et des pensions...

Salariés de la santé et de l'action sociale le changement est possible pour :

Augmenter les salaires par l'augmentation de 1 euro des points d'indice ;

Remplacer tous les arrêts maladies et départs en retraite ;

Travailler moins, 32 heures de jour et 30 heures la nuit pour améliorer nos conditions de travail et créer de l'emploi ;

Embaucher 10% de personnel en plus dans nos services, soit 10 000 créations emplois dans le département ;

Titulariser les contractuels pour mettre fin à la précarité des travailleurs et de nos vies ;

Contraindre l'égalité salariale femmes-hommes ;

Lutter contre la fraude et l'évasion fiscale qui représente 80 milliards d'euros et pour la justice fiscale ;

Récupérer l'argent de notre travail pour les services publics. Les versements de dividendes aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants, à eux seuls ils comblent le déficit du budget de l'État et de la sécurité sociale...

Salariés de la santé et de l'action sociale, Gilets jaunes et Gilets rouges convergeons tous ensemble dans les luttes.



APPEL DES GILETS JAUNES INTERMITTENT-ES, CHÔMEUR-EUSES ET PRÉCAIRES

**COLLECTIF GILETS JAUNES INTERMITTENT-ES,
CHÔMEUR-EUSES ET PRÉCAIRES**

4 FÉVRIER 2019

Nous sommes artistes, technicien-ne-s, personnels administratifs, nous travaillons dans les mondes du théâtre, du cinéma, de la musique, de la danse, du cirque, de l'audiovisuel, des arts de rue. Nous avons décidé de rejoindre le mouvement des Gilets jaunes.

Comme beaucoup d'autres personnes, nous sommes des travailleur-euses précaires qui vivons de contrats courts, nous dépendons de plusieurs

employeur-euses, nous travaillons souvent les soirs et les week-ends, sans possibilité de nous projeter dans le temps. La discontinuité et l'instabilité font souvent partie de nos métiers. Ce que nous refusons, c'est la précarité organisée. À l'heure où l'intermittence de l'emploi est la réalité d'un nombre croissant de travailleur-euses, une indemnisation chômage inconditionnelle doit être mise en place.

Le 10 décembre, nous, syndiqués ou non, nous sommes réunies en assemblée générale à l'appel de la CGT spectacle, pour nous mobiliser contre la nouvelle attaque de l'assurance chômage. Dans sa lettre de cadrage aux syndicats de salariés et patronaux, le gouvernement demande une économie de près de 4 milliards d'euros sur trois ans, à réaliser sur le dos des chômeur-eurs. Encore une fois le gouvernement stigmatise les prétendu-es assisté-es du marché du travail. Mais que disent les chiffres ? Il y a 150 000 offres d'emploi et 6 millions de personnes inscrites à Pôle Emploi. Sur ces 6 millions, seulement 2,4 millions de personnes sont indemnisées, soit plus d'un chômeur sur deux qui ne touche aucune allocation.

Le 30 décembre dernier le gouvernement a passé un décret pour durcir encore les conditions du droit au chômage, menaçant les chômeur-euses de radiation et de suppression des allocations dont ils et elles ont besoin pour vivre. Le but du gouvernement est clair, ce n'est pas de faire baisser le chômage mais d'y faire croire en faisant baisser le nombre d'inscrit-es à Pôle Emploi. En témoigne la suppression prévue de 400 postes de conseiller-ères et création de 800 contrôleur-euses.

Toute attaque contre les droits au chômage n'est pas seulement une attaque contre les chômeur-euses mais aussi contre l'ensemble des salarié-es, pour les forcer à accepter n'importe quelles conditions salariales, puisqu'une armée de réserve de précaires est disponible pour les remplacer.

Alors que l'évasion fiscale est estimée au minimum à 80 milliards d'euros, que les cadeaux aux plus riches se multiplient (suppression de l'ISF et de l'Exit Tax, budget du CICE doublé, baisse des cotisations patronales), on demande aux plus précaires de supporter le poids des économies. Les gouvernements successifs et le medef poussent à la précarisation généralisée de la société.

Dans notre société actuelle où le plein-emploi n'existe pas, nous voulons que tout-es les chômeur-euses soient indemnisé-es et que l'indemnisation chômage soit généralisée. Nous invitons toutes les professions intermittentes, assistant-es maternel-les, technicien-nes de surface, pigistes, intérimaires, auxiliaires de vie scolaire, les

découragés de Pôle Emploi et les invisibles du système, à se mobiliser et à se coordonner.

Sortons de notre isolement et réunissons-nous sur les ronds-points, les parkings, les places, les lieux de travail, en assemblées, en manifs, pour formuler des revendications communes et construire des actions collectives.

Nous appelons toutes les assemblées de Gilets jaunes à intégrer la question de l'assurance chômage dans la revendication d'une société plus juste et libérée de la précarité.

Gilets jaunes intermittentes chômeuses précaires, affirmons nos valeurs démocratiques, contre toutes les oppressions: racistes, sexistes, homophobes, transphobes, autoritaires. Maintenons la pression sur le gouvernement et les organisations patronales par des blocages, des occupations, des grèves, des manifestations et des interventions coup de poing.

Soyons solidaires et gilet-jaunons les entreprises, organisons ensemble la lutte et la grève générale.

POUR UNE JUSTICE SOCIALE, FISCALE ET ENVIRONNEMENTALE.

Texte adopté à l'unanimité moins une personne à l'AG du 4 février 2019, à la Bourse du travail de Paris



**JOJO LE GILET JAUNE,
« MACRON ON VIENT TE CHERCHER CHEZ TOI »**



APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

GILETS JAUNES DE ROUEN

28 JANVIER 2019

Nous, Gilets jaunes de Rouen, déplorons que le pouvoir exécutif s'obstine à ne rien entendre des revendications portées par les Gilets jaunes et à conduire une politique injuste rejetée par 75% des Français.

Chacun a compris que le Grand Débat National ne constitue qu'une nouvelle stratégie de communication visant à anesthésier l'opinion publique sans qu'aucune mesure concrète ne soit adoptée à son issue. Le Président de la République se refuse en effet catégoriquement à remettre en cause les dispositifs fiscaux adoptés au début de son mandat au bénéfice des 1% les plus riches (réforme de l'ISF, Flat Tax, Exit Tax, et CICE) tout en confirmant sa volonté de réduction des dépenses publiques dont nous savons qu'elle concernera nos services publics essentiels: santé, éducation, police et justice.

Plutôt que tenter d'apaiser et d'écouter le peuple, le Président de la République et le gouvernement n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu par des déclarations irresponsables (« foule haineuse », « agitateurs », « sens de l'effort »). Cette stratégie du chaos a engendré 1 000 blessés parmi nos policiers et gendarmes, douze décès et 1 800 blessés parmi les manifestants, dont près d'une centaine ont été mutilés, défigurés ou éborgnés. Pas un seul mot d'empathie à l'endroit des victimes n'a été prononcé à ce jour par ceux qui portent la parole institutionnelle. Les violences que connaît notre pays doivent cesser et nos revendications enfin accueillies.

En conséquence, nous appelons l'ensemble des citoyens français – salariés, intérimaires, fonctionnaires, artisans, commerçants, chefs d'entreprise, agriculteurs, chômeurs, retraités, professions libérales, étudiants, lycéens, artistes, intellectuels – à se mobiliser pour construire à compter du 5 février 2019 :

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE !

- l'ensemble des Gilets jaunes du pays, et tous ceux qui voudront se joindre à nous, à diffuser cet appel auprès de la population sur tous les réseaux sociaux et sur le terrain (ronds-points, entreprises, universités, lycées, établissements publics...);
- chaque citoyen à boycotter les grandes enseignes commerciales au profit des commerces de proximité afin de les soutenir en cette période de crise;

Chacun devra s'interroger, en son for intérieur, s'il entend continuer à se soumettre aux injonctions d'un pouvoir devenu illégitime dès lors qu'en abandonnant la poursuite de l'intérêt général, il a perdu de vue l'essence de son mandat, ou s'il est temps de reprendre en main notre destin commun.

C'est un sacrifice à faire aujourd'hui pour notre avenir et celui de nos enfants et petits-enfants. Ce moment est et doit être historique.

Il est temps que la résignation change de camp et d'en revenir au respect de l'article 2 de notre Constitution selon lequel le principe de la République est: gouvernement du peuple, parle peuple et pour le peuple.



MOTION : POINT SUR LA CONVERGENCE

GILETS JAUNES DE MONTPELLIER

L'AG du Peyrou réunie ce dimanche 31 mars constate que la convergence est maintenant une réalité: le 5 février, puis le 19 mars avec les organisations syndicales FO, CGT, FSU et Solidaires, hier encore aux côtés des parents d'élèves et des enseignants: les Gilets sont présents, ce fait est relevé par tous.

Nous apportons ainsi tout notre soutien au combat engagé par les enseignants pour le retrait de la réforme Blanquer. Cette réforme apparaît maintenant pour ce qu'elle est: une mesure pour encore réduire le nombre de postes, liquider des pans de programmes, créer des diplômes locaux, expérimenter des horaires et des matières variables d'un établissement à un autre, bouchant la possibilité de poursuivre dans la filière de son choix dans le supérieur.

Nous soutiendrons donc, à notre niveau, les actions entreprises par les enseignants, quelles que soient les formes d'actions choisies. Nous invitons tous les Gilets jaunes enseignants à rejoindre cette mobilisation à y apporter notre vitalité, notre expérience.

Ceux qui ont cherché à nous diviser ont eu tort, ils doivent maintenant le reconnaître. Les arguments expliquant que les gilets jaunes n'avaient pas grand-chose à voir avec le monde du travail et que nos revendications étaient à opposer aux combats pour l'augmentation des salaires sont maintenant nuls et non avenues. Nous sommes des travailleurs, du public comme du privé, parfois privés de travail, parfois autoentrepreneur ou travailleurs pauvres, parfois dans des petites entreprises, parfois au chômage ou au RSA, parfois à la retraite mais nous sommes des travailleurs sous le

gilet jaune, et beaucoup d'entre nous sont syndiqués ou l'ont été.

Nous saluons l'initiative des Youthforclimat de Montpellier, qui ont demandé à nous rencontrer pour converger avec nous. Ils ont raison, nous avons des préoccupations communes.

Ceux qui, dans leurs salons ou dans les médias locaux, ne parlent que des violences le samedi, pour éviter de parler de la réalité sociale de notre pays, du ras-le-bol que notre mouvement exprime, font également fausse route, passe à côté de l'essentiel; et quand ces discours servent d'argument pour leur petite campagne électorale, ils sont minables.

Chaque jour notre mouvement mûrit, réfléchit, s'organise, comprend les pièges et les déjoue. Nous plus fort, soutenu par la majorité de la population, quand Macron est maintenant tout seul.

Plus que jamais, l'heure n'est pas à la division, mais à l'unité.

L'unité, tout en préservant nos cadres, nos modes d'actions, notre indépendance.

L'unité de tous pour chasser Macron, sa politique, ses laquais, ses députés, et ceux qui leur ressemblent: on débattrà quand on vous aura tous viré, vous, votre politique, votre médiocrité.

Place aux travailleurs, au peuple, aux femmes, à la jeunesse!

Adoptée à l'unanimité moins deux abstentions, 31 mars 2019.



MOBILISATION ST MICROELECTRONICS : ACTE 1/PRIME MACRON

CGT-ST MICROELECTRONICS CROLLES

17 JANVIER 2019

Depuis plusieurs semaines, le pays est secoué par une mobilisation sociale inédite des «Gilets jaunes». Contre tous les pronostics et malgré une propagande du gouvernement visant à discréditer ce mouvement, la mobilisation perdure et se renforce.

À l'origine de ce mouvement, une taxe sur les carburants, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'un ras-le-bol général. Au fil des semaines, les revendications des Gilets jaunes se sont affinées et ont révélé notamment un problème de pouvoir d'achat, que le pouvoir exécutif, et surtout le patronat, feignent d'ignorer.

Ce problème de pouvoir d'achat est avant tout un problème de salaire, issu notamment d'une inégale répartition des richesses produites par le travail! Chez ST, en 2018, la politique salariale a été de 2% pour les I&C, de 2,3% pour les OATAM et de 35% pour la direction. L'inflation a été de 1,6% et la revalorisation du PMSS (plafond mensuel Sécurité sociale) a été de 2,1%. Alors bonne augmentation pour les salarié·es?

D'un autre côté, toujours chez ST, notre nouveau PDG dès sa désignation a bénéficié de 100 000 actions gratuites sans avoir fourni aucun travail dans ses nouvelles fonctions. Par ailleurs, le niveau des dividendes versés aux actionnaires s'élève à 215 M\$ en 2018, et en 2019, les cadeaux semblent se poursuivre. Notre direction lance un programme de rachat d'actions pour un montant max de 750 millions de dollars sur une période de trois ans, qui profitera en majorité comme d'habitude à une minorité de personnes déjà bien aisée (JG>15, Managers, Shomm chefs équipes, Top management)!

En 2018, les entreprises du CAC40, dont ST fait partie, ont distribué 57,4 milliards aux actionnaires.

L'INÉGALE RÉPARTITION DES RICHESSES PRODUITES PAR LE TRAVAIL, EXISTE BELLE ET BIEN À ST!

La mobilisation des Gilets jaunes a poussé le Président de la République à annoncer un certain nombre de mesures, plutôt tours de passe-passe, dont la fameuse «prime Macron» de 1 000 euros à verser par les entreprises volontaires (voir modalités au verso). Toutes les organisations syndicales ont demandé à la direction de ST que cette «prime Macron» soit versée aux salarié·es. Mais la direction, avec mépris, a refusé catégoriquement de verser cette prime et promet à la place un tour de passe-passe également, avec un supplément (soit un Booster) à la prime d'intéressement qui s'annonce d'ores et déjà décevante avec le nouveau calcul de l'accord triennal. Pour la CGT, mieux vaut une augmentation de salaire qu'une prime, mais le refus de la direction à verser la «prime Macron» n'est pas acceptable pour autant.

ST Microelectronics est une entreprise du CAC40 faisant d'importants bénéfices et distribuant beaucoup de dividendes. L'État est actionnaire de l'entreprise. ST reçoit près de

200 millions d'aides par an (dont 43 M d'euros de CICE en 2018), issus de nos impôts et encore de nombreuses aides vont arriver prochainement. L'enfumage politico-patronal n'a que trop duré, d'autant plus qu'il n'apporte rien ni aux salarié·es, ni en embauches durables! En convergence avec les Gilets jaunes qui expriment une colère légitime, exprimons maintenant la colère légitime des salarié·es: ST doit redistribuer plus équitablement les richesses créées par notre travail d'abord sous forme d'augmentations de salaire significatives et dès maintenant en versant la «prime Macron» de 1 000 euros pour tou·tes.

ACTE 1 : SALARIÉ·ES DE ST! OCCUPONS LE ROND-POINT DEVANT ST-CROLLES!

Rassemblement lundi 21 janvier [...]. Ce rassemblement sans grève se fera sur votre pause déjeuner pour le personnel journée, avant ou après votre Shift pour les équipes postées 1&2 et pour les autres équipes, nous comptons sur votre présence pour montrer votre mécontentement et aussi débattre *tou·tes* ensemble sur ce manque de reconnaissance chronique!

ST Microelectronics, une entreprise pas si extraordinaire... Des entreprises jouent le jeu et versent la «prime Macron» à leurs salarié·es, mais ST fidèle à elle-même persiste à poursuivre sa politique sociale au rabais.

Versement «prime Macron»		
	prime Macron (en euros)	Bénéfices 2017 (en M d'euros)
Poma	1 500	13,8
Klesia	entre 300 et 900	29,3
Lactalis	500	80
Soitec	entre 300 et 1000	86,4
RATP	entre 200 et 400	132
Véolia	500	401,6
Iliad (Free)	1 000	405
ADP	entre 250 et 1 000	571
Dassault	750	709
ST Microelectronics	0 (!!!)	802
Essilor	entre 600 et 800	833
La Poste	entre 200 et 300	851
Publicis	1 000	862
SNCF	entre 200 et 400	1 330
Michelin	entre 250 et 750	1 700
Orange	entre 500 et 1 000	1 900
Engie	600	1 940
Total	1 500	8 360

La prime peut être attribuée par l'employeur à l'ensemble des salariés ou à ceux dont la rémunération est inférieure à un plafond. Pour les salariés ayant perçu en 2018 une rémunération inférieure à trois fois la valeur annuelle du salaire minimum de croissance calculée pour un an sur la base de la durée légale du travail, la prime bénéficie de l'exonération d'impôt sur le revenu, de toutes les cotisations et contributions sociales d'origine légale ou conventionnelle, dans la limite de 1 000 euros par bénéficiaire.

Son montant peut être modulé selon les bénéficiaires en fonction de critères tels que la rémunération, le niveau de classifications ou la durée de présence effective pendant l'année 2018 ou la durée de travail prévue au contrat de travail.

Son versement est réalisé entre le 11 décembre 2018 et le 31 mars 2019.

La prime ne peut se substituer à des augmentations de rémunération ni à des primes prévues par un accord salarial, le contrat de travail ou les usages en vigueur dans l'entreprise. Le montant de la prime ainsi que le plafond et la modulation de son niveau entre les bénéficiaires font l'objet d'un accord d'entreprise ou de groupe.



MACRON DOIT CÉDER AUX EXIGENCES DES GILETS JAUNES ET DU MOUVEMENT SOCIAL

ASSOCIATIONS, ORGANISATIONS SYNDICALES ET PARTIS POLITIQUES

3 FÉVRIER 2019

La France est bouleversée depuis onze semaines par une révolte citoyenne et sociale sans précédent depuis Mai 68. [M]algré les caricatures et le mépris, les Gilets jaunes exigent des mesures simples et immédiates et plus que légitimes de démocratie et de justice fiscale, sociale et environnementale. Simples et immédiates, parce que l'annulation de la hausse des taxes sur le carburant

aurait pu être compensée quasi immédiatement par le rétablissement de l'ISF. Parce que la remise en cause du CICE pourrait financer une augmentation immédiate du Smic.

Plus que légitimes, parce que dans un pays devenu un paradis pour les millionnaires, la répartition des richesses est une urgence absolue pour en finir avec l'indécence de cette situation.

Le dimanche 27 janvier à Commercy, une assemblée [...] a lancé un appel contenant des revendications sociales et écologiques fortes (augmentation immédiate des salaires, minimas sociaux, allocations et pensions, droit au logement, à la santé, à l'éducation, services publics gratuits et pour tous, éradication de la misère sous toutes ses formes, égalité et prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité, transition écologique...) ainsi que de grandes exigences démocratiques.

Pour la première fois depuis le début de la mobilisation, les Gilets jaunes ont décidé de se joindre à une grève annoncée par les syndicats [...]. Nous voyons dans cette convergence une possibilité de victoire sociale majeure, en permettant un mouvement d'ensemble durable et reconductible incluant l'ensemble des salarié·es, la population des quartiers populaires et la jeunesse. Nous souhaitons que la grève et les manifestations soient les plus massives possible afin de faire aboutir ces revendications légitimes. [...].

Nous condamnons les tentatives de l'extrême droite de s'approprier ce mouvement et de l'utiliser pour promouvoir la haine des immigré·es, l'antisémitisme, le racisme, le sexisme et l'homophobie.

Au lieu d'écouter, le pouvoir se recroqueville sur son appareil répressif et sur un simulacre de débat. Il prépare même une loi qui restreint la liberté de manifestation. [...] Nous exigeons du gouvernement qu'il abandonne la logique de criminalisation du mouvement social et populaire. Un président qui ordonne ou couvre de telles violences sur ses compatriotes perd sa légitimité de représentation du peuple. [...].

Ce n'est pas dans la dérive autoritaire que se trouve la sortie de crise. Ce n'est pas en menottant ou en éborgnant les Gilets jaunes et ses porte-voix qu'il étouffera la contestation. Le vrai débat populaire s'exprime dans les quartiers, les ronds-points, les assemblées communes, les entreprises. Emmanuel Macron a perdu la bataille des idées. Il doit faire droit aux revendications sociales et populaires !

Associations, organisations syndicales et partis politiques : Attac, Collectif national pour les droits des femmes

(CNUF), collectif La vérité pour Adama, Fondation Copernic, Union départementale CGT 75, SUD-PTT, Solidaires, Alternative libertaire, Ensemble, Gauche démocratique et sociale (GDS), Génération·s, Groupe parlementaire FI, Mouvement Écolo, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Parti de gauche (PG), Parti ouvrier indépendant (POI).



MOMO & CHARLEY, « RAMÈNE LA FRANCE À LA RAISON »



SYNDICALISTES ET GILETS JAUNES : L'EXPÉRIENCE DE GAILLAC (TARN)

LETTRE D'UN SYNDICALISTE

3 MARS 2019

Courrier d'un syndicaliste expliquant à un autre syndicaliste (Christian Mahieux, de Solidaires et de l'équipe rédactionnelle de la revue *Les Utopiques*) comment les Gilets jaunes (Les Zèbres de Gaillac, dans le Tarn) débattent et comment des syndicalistes qui sont parmi eux/elles, font leur travail, tout en constatant les difficultés à associer vraiment les cultures militantes différentes.

«Je t'écris de Gaillac, où nous tenons un rond-point depuis le 17 novembre, en compagnie notamment de Liêm Khê Luguern (que tu n'es pas sans connaître puisque c'est elle-même qui me suggère de t'écrire). Nous te faisons parvenir une synthèse d'un débat que nous avons tenu à organiser le 8 février à Brens, près de Gaillac.

Nous étions plus de 300, ce qui est énorme pour notre petite ville. Par comparaison, les réunions du Grand Débat national, ont rassemblé beaucoup moins de monde, une douzaine pour la dernière d'entre elles. Tu pourras y remarquer la richesse des échanges, même si nombre de sujets sont absents ou un peu faibles, je pense notamment à ce qui a trait à l'international, ou encore

à la justice. Nous prévoyons de refaire une réunion publique le 8 mars pour approfondir certains sujets.

Nous nous engageons actuellement vers une autre phase du mouvement, assez imprévisible, où nous projetons de tenter la convergence : avec des salariés de centres d'impôts locaux dont l'existence est menacée ; avec des militants pour l'environnement, lors des journées pour le climat du 15 mars etc.

Les enseignants et lycéens ne sont pas non plus très loin de nous, même si pour l'instant ils se tiennent encore réticents à rejoindre le rond-point.

Chaque rond-point est une entité en soi, parfois antinomique de ses voisins, et ce pour le meilleur et parfois le pire. Le rond-point des Zèbres de Gaillac est depuis le début animé par plusieurs briscards syndiqués et désormais à la retraite. Il y a ainsi plusieurs anciens de la cégèr du rail, ou de l'usine Alphacan de Gaillac, ou des anciens services publics, comme le gaz. On a aussi des profs sudistes de l'éduc nationale, dont Liêm Khê, encore en activité et moi-même, qui suis à la retraite.

Pour être honnête, le sentiment à l'égard des syndicats est mitigé, parfois hostile, y compris de la part de celles et ceux qui en furent des militants. Les dernières décennies d'échecs ou de compromission syndicales, y sont évidemment pour beaucoup (je ne mets pas tout le monde dans le même sac). Cette faiblesse actuelle ne signifie pas qu'il faille contester la nécessité pour les salariés de s'organiser.

Au plaisir de te rencontrer.

Longue vie à la lutte des travailleurs.»



D ACE, « TENSIONS SOCIALES »



LA CAGOULE, « AYA NAKAMURA - HO MACRON »



GILETS JAUNES ET SYNDICATS : MÊMES REVENDEICATIONS, MÊMES COMBATS

GILETS JAUNES ET INTERSYNDICALE DE HAUTE-LOIRE

8 MARS 2019

Toutes et tous ensemble en grève, généralisons les blocages! Dans l'unité, les Gilets jaunes et les organisations syndicales CGT, FO, CFTC, FSU, Solidaires appellent à la grève et à la manifestation mardi 19 mars [...]. Malgré les mobilisations et la colère légitime de la population, Macron continue sa politique d'austérité et de démolition de la fonction publique, des droits des chômeurs, de la protection sociale, des libertés et des retraites.

La volonté du gouvernement de transformer nos retraites par répartition en retraite à points est un nouveau sale coup pour les salariés de ce pays. En effet, si la retraite à points est appliquée à tous, plus besoin de débat et de loi pour retarder l'âge de départ à la retraite ou baisser la pension. C'est inacceptable!

- Stop au racket au profit d'une minorité de privilégiés.
- Nous exigeons la justice sociale et fiscale.
- Augmentation immédiate des salaires, des traitements, des minimas sociaux, des allocations et des retraites de 300 euros brut.
- Suppression de la hausse de la CSG pour les retraités.
- Suppression du CICE pour les groupes du CAC 40 et rétablissement de l'ISF.
- Conforter et rétablir le service public au service de la population dans tout le territoire: retrait du projet de loi «transformation de la fonction publique».
- Stop au projet Macron contre nos droits à la retraite.
- Arrêt des licenciements et des fermetures d'entreprises qui impActent aussi les commerçants, les artisans, les paysans...
- Maintien des droits des salariés privés d'emploi (non au vol de 4 milliards sur l'assurance chômage).
- Non à la loi anti-manifestation et antigrève, halte à la répression.

N'acceptons plus que les millionnaires et les actionnaires soient toujours plus riches.



GOUVERNEMENT-MEDEF VEULENT TOUT DÉTRUIRE !!! POUR FAIRE FACE AUX POLITIQUES RÉACTIONNAIRES OPPOSONS UN FRONT POPULAIRE !!!

FÉDÉRATIONS ET UNIONS DÉPARTEMENTALES CGT : FNIC, COMMERCE, UD 94, 04, 59, 41, 66, 95, 18, 13

30 MARS 2019

Emmanuel Macron, son gouvernement et sa majorité, ne cachent plus leurs intentions de détruire notre modèle social et l'ensemble des conquits sociaux constituant les droits et garanties individuels et collectifs du monde du travail et des populations. Pour satisfaire l'appétit des marchés financiers et des actionnaires tout doit y passer.

La rigueur financière est de mise et tout ce qui entrave le profit doit disparaître au bénéfice du grand patronat. De concert avec l'Union européenne, tous les moyens sont mis pour satisfaire le Medef:

- casse du droit du travail;
- casse de la Fonction publique;
- mise en concurrence et privatisation des secteurs publics,
- casse de la Sécurité sociale;
- casse de notre système de retraite solidaire par répartition;
- casse de nos industries;
- plans de licenciements massifs dans de nombreux secteurs.

Ces politiques ont des conséquences dramatiques sur nos conditions de travail et de vie. Elle n'épargne personne, salariés du privé et du public, retraités, jeunes, chômeurs et précaires,

tous subissent les effets des choix politiques réactionnaires à l'œuvre dans le pays.

Face à cela de nombreuses luttes sont menées dans les entreprises et administrations. Elles portent le rejet de ces mauvais coups et l'exigence d'autres solutions porteuses de progrès social et débouchent parfois sur des victoires. Les revendications portées par ces luttes sont souvent identiques à celles portées par des centaines de milliers de Gilets jaunes depuis quatre mois maintenant, en particulier sur les injustices sociales et fiscales, sur l'exigence d'une autre répartition des richesses, sur le besoin de services publics, sur les questions environnementales, etc.

Tous ces mouvements illustrent concrètement la volonté d'une grande majorité de travailleurs, retraités, chômeurs, jeunes, d'en finir avec les logiques du capital d'accapuration des richesses au bénéfice de quelques privilégiés, de mise en concurrence des travailleurs et des peuples, de saccage de la planète, de toutes ces logiques qui rendent chaque jour la vie plus difficile et l'avenir incertain.

En guise de réponse, le Président de la République, son gouvernement et le patronat usent de la répression d'un côté et de la manipulation de l'autre.

Le grand débat d'Emmanuel Macron n'apportera rien de bon à celles et ceux qui subissent ses politiques, il n'y a rien à attendre d'un pouvoir aux ordres du patronat qui s'apprête à rendre toute contestation impossible en interdisant les manifestations.

Les choses sont claires, ce que nous obtiendrons sera le fruit du rapport de force que nous saurons créer. De ce point de vue, la situation interpelle l'ensemble des organisations syndicales, associatives et politiques du pays qui composent le camp progressiste, tout comme celles et ceux qui, depuis quatre mois, luttent avec les Gilets jaunes quant aux solutions à mettre en œuvre pour faire émerger un mouvement social capable de mettre un coup d'arrêt aux politiques de régression sociale en cours dans le pays.

Sans avoir de solutions toutes faites, il nous faut partir de quelques constats évidents :

- tout d'abord l'attaque est globale et concerne donc tous les secteurs, toutes les catégories de travailleurs et toutes les générations ;
- l'ensemble du camp réactionnaire est mobilisé et uni pour imposer ses choix.

À l'unisson, La République en marche, la droite, l'extrême droite et le patronat, travaillent à rendre inéluctable les sacrifices qu'on nous impose. Pour cela, ils œuvrent à la culpabilisation, au fatalisme

et à la division de ceux qui auraient intérêt à s'unir pour changer les choses. Cela, avec l'appui des grands médias qu'ils possèdent quasiment tous.

À ce jour, la division des organisations progressistes, l'éparpillement des luttes dans et hors de l'entreprise, pèsent sur nos capacités collectives à élever le rapport de force. Or, si l'attaque est globale, la riposte pour être à la hauteur doit l'être aussi.

Pour cela, il nous faut agir ensemble, dans l'unité la plus large, afin de conforter et faire converger toutes les luttes en cours et donner envie, courage et détermination au plus grand nombre afin d'élever le mouvement social à la hauteur des enjeux. Cela doit se faire par un dialogue entre nos organisations et les Gilets jaunes partout, à tous les niveaux et déboucher sur des revendications communes nous permettant de fédérer et de mettre en mouvement le plus grand monde. Les sujets ne manquent pas et les solutions non plus, les questions d'emplois, des salaires et pensions, la justice fiscale, etc.

Dans l'intérêt général, ce qui nous rassemble doit primer sur ce qui nous divise et nous sommes persuadés qu'en construisant ensemble une plateforme revendicative en rupture avec les logiques du capital, porteuse de perspectives de progrès, nous pouvons y arriver. Les moyens existent pour le faire, il nous faut aller chercher ensemble les richesses que nous produisons et qu'on nous vole.

Parce que la victoire est possible, parce qu'ensemble nous pouvons le faire, les organisations et les signataires appellent l'ensemble des organisations syndicales, associatives, politiques, les Gilets jaunes, toutes celles et ceux qui refusent la dictature du capital, à s'engager dans la réussite d'une grande mobilisation nationale à Paris le 27 avril prochain.

D'ici là, créons partout les conditions de la réussite de toutes les actions et manifestations en semaine et les samedis.



KHALED FREAKS, « GILET JAUNE DANCING »



MANIFESTE DE LA JEUNESSE POUR LE CLIMAT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTER-FAC

8 FÉVRIER 2019

Ce texte émane des réflexions du groupe de travail dédié à la rédaction de l'ultimatum, créé à la suite de l'assemblée générale (AG) inter-fac rassemblée vendredi 8 février 2019 et comportant des étudiant·es et lycéen·nes de divers établissements de la région parisienne. Cette AG a été organisée par plusieurs associations étudiantes parisiennes écolos en vue de lancer le mouvement de grève pour l'environnement de la jeunesse reconduite chaque vendredi à partir du 15 février.

Nous, la jeunesse, sommes né·es dans un modèle de société mondialisé responsable de la catastrophe environnementale et sociale actuelle, et c'est notre futur qui se dérobe sous nos yeux.

Heureusement, quelque chose se passe aujourd'hui. Une colère verte gronde sur fond de désordres écologiques toujours plus visibles. La démission de Nicolas Hulot, les impressionnants chiffres de participation aux marches pour le climat, l'État français porté en justice pour «inaction climatique» par plus de deux millions de ses citoyen·ne·s, tandis que les gens affirment qu'«On est prêt» et qu'«Il est encore temps»: les événements récents confirment que le mouvement écologiste prend de l'ampleur.

La jeunesse se mobilise elle aussi: ces dernières semaines, les grèves scolaires pour le climat en Suède, en Australie, en Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas et en Belgique en témoignent. De plus, en France, le mouvement des Gilets jaunes revendique un système social plus juste, et a permis d'engager un nouveau rapport de force. Tous ces mouvements montrent l'urgence d'une transformation globale où questions sociale et écologique fusionnent pour devenir le projet du 21^e siècle: celui d'un mode de vie et d'un modèle de société viables à terme, incompatibles à tous les niveaux avec le capitalisme, qui ne sera jamais «vert».

La jeune suédoise Greta Thunberg appelle à la grève mondiale de la jeunesse pour le climat le 15 mars prochain. Nous, la jeunesse, consciente de l'urgence climatique, allons commencer sans attendre la mobilisation à Paris suivant le principe du mouvement mondial *Fridays for future* (Les vendredis pour l'avenir), en reconduisant la grève tous les vendredis à partir du 15 février.

Nous entrerons en résistance, car face à l'inaction politique la seule solution est la désobéissance civile

À ceux qui s'appliquent à détruire ce monde et prétendent faire preuve de «pédagogie», nous entendons donner une leçon: chaque vendredi, nous présenterons une revendication impérative afin d'éviter le désastre écologique. Vous, dirigeants et dirigeantes aurez des devoirs à faire, et nous donnerons une semaine à l'État pour mettre en place notre proposition. Si ces devoirs ne sont pas rendus avant le vendredi suivant, vous serez sanctionnés: nous entrerons en résistance, car face à l'inaction politique la seule solution est la désobéissance civile. Soyez prêt·es pour l'examen du 15 mars. En parallèle, nous présenterons des alternatives citoyennes allant dans le sens de ces propositions et les mettrons en pratique.

Chaque vendredi, nous nous réunirons donc en assemblées locales le matin, avant de nous rejoindre pour une action commune l'après-midi. Soyons le plus nombreux·ses possible afin de montrer aux dirigeant·es que nous n'acceptons plus ce système destructeur de l'environnement. Portons collectivement ce combat jusqu'à ce que cesse l'inaction politique face au dérèglement climatique.

Chaque samedi, nous vous invitons à rejoindre les Gilets jaunes dans leurs manifestations contre ce système qui ravage l'environnement. Vendredi vert, samedi jaune...

Nous sommes tou·tes concerné·es par cette mobilisation: nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend!

LEÇON N° 1

Pour ce vendredi 15 février, nous proposons au gouvernement de réviser les bases avec une première leçon.

Le dérèglement climatique ainsi que les bouleversements sociaux et environnementaux auxquels nous nous confrontons nécessitent une considération systémique et ne peuvent se réduire au périmètre du ministère de la transition écologique et solidaire. C'est pourquoi nous appelons le gouvernement français à prendre ses responsabilités et à déclarer l'état d'urgence écologique et sociale afin de débloquent un plan interministériel à la hauteur des risques encourus.

Cet état d'urgence devra faire un constat clair de la situation dans laquelle nous nous trouvons en reconnaissant l'ampleur des dérèglements enclenchés par nos activités tout en mentionnant le manque de moyens déployés jusqu'à maintenant. Il devra notamment consister en une

communication intense sur le sujet via la diffusion de spots d'information publics et l'instauration de programmes scolaires à la hauteur des enjeux, ainsi qu'en l'inscription dans l'article 1 de la Constitution du fait que «La France est une République indivisible, laïque, démocratique, sociale, solidaire et écologique.»

Suite à cet état des lieux, une réaction immédiate devra être entreprise.

Nous appelons le gouvernement à débloquent des moyens exceptionnels et contraignants pour s'engager dans la voie d'une réduction annuelle de 4% d'émissions de gaz à effet de serre afin s'aligner sur l'Accord de Paris et de lutter contre le dérèglement climatique et ses conséquences sur notre monde.

Si le gouvernement persiste dans son manque de volonté et maintient ses notes aussi proches de 0, un conseil de discipline sera organisé pour envisager une réorientation.

Face à la catastrophe, cet enseignement est celui de notre futur, l'échec n'est donc pas une option. Nous saurons vous le rappeler incessamment.

Nous donnons rendez-vous à tous les grévistes, ce vendredi 15 février [...] devant le ministère de la transition écologique et solidaire pour le premier rendu des copies.

SOURCE : REPORTERRE, LE QUOTIDIEN DE L'ÉCOLOGIE



POUR LA JUSTICE SOCIALE ET L'URGENCE CLIMATIQUE

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

12 MARS 2019

Les dérèglements climatiques ne font plus de doute aujourd'hui comme leur origine, le système productiviste et financier qui pille la planète et exploite les populations. Les dégâts causés par les dérèglements climatiques se répercutent sur les populations et touchent en premier lieu les plus précaires.

Les mobilisations climats se renforcent ces derniers mois avec la multiplication des initiatives partout sur le territoire.

Des liens se construisent avec les mobilisations sociales mises en œuvre par l'arrivée des Gilets jaunes et que l'on peut résumer par «fin du monde, fin du mois, même combat».

Pendant «le grand débat», le gouvernement poursuit sa politique de casse sociale au profit d'une minorité (comme avec les aides aux grandes entreprises ou les baisses d'impôts pour les plus riches), d'accélération des dérèglements climatiques (avec nombre de grands projets inutiles comme à Strasbourg ou à Europa City en région parisienne) et renforce sa politique répressive (loi anti-manifestation).

UNE URGENCE À AGIR DE PLUS EN PLUS PARTAGÉE

Solidaires appelle à participer massivement aux mobilisations de la jeunesse le 15 mars et aux initiatives pour le climat [...].

Comme dans de nombreux pays, à la suite de l'appel de la collégienne suédoise, Greta X, les lycéens et étudiant·es ont lancé la grève scolaire des vendredis et interpellent les politiques : à quoi cela sert de s'éduquer si les politiques publiques et les grandes entreprises nous amènent tout droit vers le chaos ?

Ils ont le soutien d'organisations de parents, de professeurs et de syndicats et préparent la journée internationale de grève scolaire le 15 mars.

Le 16 mars est une journée de mobilisation particulière.

Elle marquera la fin de la mascarade du «grand débat», et sera aussi la cinquième journée de mobilisation pour le climat.

Elle sera l'occasion de réaffirmer la nécessité de rompre avec la logique productiviste, l'idéologie de la croissance, et d'appeler à une autre organisation de la société qui répond aux besoins sociaux et préserve les limites de la planète. [...]



LUNO, « GILET JAUNE »



CONTRE LES ACTES ANTISÉMITES, CONTRE LEUR INSTRUMENTALISATION, POUR LE COMBAT CONTRE TOUTES LES FORMES DE RACISME

UJFP, PIR, COLLECTIF ROSA PARKS, ATMF, FPCR, FEMMES PLURIELLES, FONDATION FRANTZ FANON, AFPS 63, ACTION ANTIFASCISTE PARIS-BANLIEUE, FUIQP, ARGENTEUIL SOLIDARITÉ PALESTINE

17 FÉVRIER 2019

Nous soussignés associations, partis, syndicats, indépendants, sommes toutes et tous activement impliqués dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes. La lutte contre l'antisémitisme fait partie à part entière de notre combat antiraciste. Nous condamnons fermement les Actes antisémites, qui surgissent dans un contexte social et politique particulier.

Malgré l'ampleur du dispositif de répression policière et judiciaire déployé contre les Gilets jaunes par l'État, le mouvement continue de bénéficier d'un fort soutien populaire. Il n'est pas homogène et révèle une effervescence sociale. Face à un gouvernement déterminé à ne pas répondre aux attentes sociales, il reflète la société française et ses contradictions et a largement évolué dans ce qu'il porte depuis le mois de novembre.

La séquence que nous vivons est par conséquent confuse. Si des éléments d'extrême droite sont encore présents, le mouvement montre bien qu'ils sont loin d'être hégémoniques et capables d'en prendre le contrôle, en l'état actuel. Politiquement, mais aussi physiquement, les groupes d'extrême droite sont mis à l'écart, comme cela a pu être constaté à Lyon, Paris, Toulouse ou encore Bordeaux. Plus le mouvement perdure, plus l'espace auquel l'extrême droite pouvait prétendre durant les premières semaines semble se rétrécir. Parallèlement, les contacts et convergences avec des syndicats, des collectifs antiracistes, de sans-papiers, de soutien aux migrants se renforcent.

Les tags antisémites du week-end du 9 février comme la dégradation du lieu de mémoire d'Ilan Halimi s'inscrivent dans le contexte de cette période de brouillage politique et informatif. Une période qui favorise la résurgence d'un racisme identitaire rappelant celui de l'entre-deux-guerres.

Ces Actes antisémites portent bien la signature idéologique de l'extrême droite nostalgique du nazisme (croix gammées, croix celtiques, «*jüden*», etc.). Ils témoignent de la progression de la dialectique d'extrême droite à l'échelle nationale et planétaire dans un contexte d'aggravation des inégalités sociales. Or, le gouvernement et ses alliés ont choisi d'instrumentaliser ces Actes contre les Gilets jaunes, dénonçant leur supposée violence, antiparlementarisme et antisémitisme.

Pourtant, c'est bien ce gouvernement qui, récemment, entreprenait de réhabiliter le Maréchal Pétain, chef du régime collaborationniste de Vichy. C'est bien cette même classe politique qui trouvait si peu à redire des hommages rendus à Maurras ou à Céline, écrivains violemment antisémites. L'antisémitisme est une affaire bien trop grave pour la laisser à celles et ceux qui, jour après jour, s'emploient à stigmatiser et à réprimer les minorités. Le sommet du cynisme est atteint lorsque, déjà, nous pouvons percevoir le glissement dangereux consistant à attribuer la montée de l'antisémitisme au «communautarisme musulman», comme n'a pas manqué de s'y adonner un Éric Ciotti hélas pas isolé. Le racisme structurel n'est ni le fait des Gilets jaunes, ni le fait des minorités. Il est celui de l'État qui organise une société inégalitaire et violente.

Nous n'acceptons pas la manipulation dégradante de la lutte antiraciste par tous ceux qui, le plus souvent, ont favorisé le racisme. Nous luttons contre le racisme sous toutes ses formes, nous n'oublions pas non plus tous les Actes racistes et toutes les violences policières islamophobes, négrophobes, romophobes, visant les Asiatiques, les personnes LGBT. Ce que disent les chiffres depuis des années tient en une phrase : le racisme avance en France et en Europe. Nous ne manifesterons pas ni ne participerons à la grand-messe organisée par les forces et partis politiques, ceux qui se disent progressistes avec ceux qui s'inscrivent contre le mouvement social, et qui affirment ensemble : «le racisme, ce n'est pas la France.» Cet «antiracisme», vidé de sens social et politique, est celui des pompiers pyromanes. L'antiracisme que nous revendiquons reconnaît la responsabilité politique du gouvernement français et des forces politiques alliées qui défilèrent avec lui. Manifester contre le racisme avec ceux qui, LREM en tête, en sont responsables et l'instrumentalisent relève pour nous de la contradiction et de la faute politique. Nous affirmons que cela ne peut être que contre-productif.

Nous ne nous laisserons pas prendre en otage entre les instrumentalisation du gouvernement ou celles des officines et ambassades poursuivant

un agenda n'ayant rien à voir avec le combat contre le racisme et l'antisémitisme. Notre refus de la haine antisémite comme de toutes les haines raciales nous l'exprimerons sur un terrain dégagé de tout ce qui produit et entretient ces haines. Le mouvement antiraciste ne servira pas de caution pour salir les Gilets jaunes. La période est dangereuse nous en sommes conscients, et une sortie de crise qui se contenterait de rétablir l'ordre, serait porteuse de conversion à la haine raciale et au fascisme. Les mobilisations exigent des réponses sociales et démocratiques. La responsabilité gouvernementale est totalement engagée.

Nous appelons à manifester contre les Actes antisémites, contre leur instrumentalisation, contre le racisme sous toutes ses formes [...].



L'ALLIANCE GILETS JAUNES ET QUARTIERS POPULAIRES

GILETS JAUNES DE RUNGIS ET COMITÉ ADAMA

17 FÉVRIER 2019

Les quartiers populaires reviennent constamment dans le débat autour des Gilets jaunes. Les articles se succèdent dans différents journaux et autres sites pour insister sur l'absence des quartiers populaires. Il y a comme une volonté d'occulter la présence pourtant bien réelle d'habitants des quartiers concentrés dans les grands centres urbains.

L'image médiatique du mouvement des Gilets jaunes, est celle d'une France rurale, périphérique qui aurait surgi sur tout le territoire. Cette affirmation, en partie vraie, ne prend pas en compte la mobilisation importante dans les grandes villes de France comme Toulouse, Bordeaux ou Rouen.

Il y a une sorte de soulagement de la part d'une élite qui utilise tous les moyens médiatiques pour ne pas voir une implication massive des quartiers dans les Gilets jaunes.

Comment imaginer qu'un tel mouvement puisse se faire sans les habitants des quartiers? Nous sommes investis depuis plusieurs semaines

dans le mouvement des Gilets jaunes, nous habitons les quartiers d'Ile-de-France.

Les Gilets jaunes de Rungis et le Comité Adama manifestent chaque samedi ensemble.

Nous avons jugé qu'il était important de se réapproprier la parole sur nos vies et sur les luttes que nous menons. D'exprimer, dans le cadre d'un meeting, notre engagement et nos motivations dans le mouvement des Gilets jaunes.

Nous souhaitons réfléchir à la façon dont nous pouvons amplifier l'implication des habitants des quartiers populaires, qui vivent l'enclavement, la précarité, Le mal-logement, les violences policières et le racisme au quotidien.

Ce qui est fait pour nous, sans nous, est fait contre nous! [...]



NOTRE COLÈRE NE S'ARRÊTE PAS AU SAMEDI ACTE 18-BIS

LES GILETS JAUNES DE MONTREUIL, DU KREMLIN-BICÊTRE ET DE LA PLACE DES FÊTES (PARIS)

18 MARS 2019

Nous ne pouvons pas laisser la capitale simplement retourner au calme après l'embrasement de samedi. Les Gilets jaunes d'Ile-de-France ont dans ce sens un rôle à jouer. Il s'agit de continuer à exprimer notre colère, là où se trouvent les puissants, et de ne leur laisser aucun répit.

Depuis plusieurs semaines, en région parisienne, des hommes et des femmes se mobilisent non seulement contre Macron et son gouvernement, mais aussi contre la vie chère, les violences policières dans les quartiers populaires et pour l'accès de tous à un logement décent. En menant des actions de blocages, en construisant des cabanes, en organisant la solidarité notre riposte est quotidienne!

[...] Il est temps que les Gilets jaunes d'Ile-de-France se rencontrent, échangent, nouent des alliances et se coordonnent à partir de leurs bases locales. Nous pensons que c'est la meilleure façon [...] est de manifester ensemble et d'aider

ceux et celles qui en ont besoin! C'est pourquoi nous [...] appelons à une première date ensemble, hors samedi, le mardi 19 mars à 18 heures! Cette manifestation partira de porte de Vincennes et aura pour but d'aller soutenir les Gilets jaunes de place des Fêtes dont la cabane a été détruite par la mairie et qui subissent des pressions policières pour les empêcher de s'organiser.

Cette première manifestation sera le début d'un réseau d'entraide et d'actions en banlieue et à Paris, qu'il faudra absolument continuer pour se donner les moyens d'obtenir des victoires.

Nous appelons tous les ronds points, assemblées, groupes de Gilets jaunes d'Ile-de-France à rejoindre cette manifestation et à cosigner cet appel (en nous envoyant un message après validation avec votre groupe)

Faites tourner partout, partagez, parlez-en sur vos ronds points dans vos assemblées.



TOUJOURS FÂCHÉS, JAMAIS FACHOS

LE MÉDIA GILETS JAUNES INFO

12 MARS 2019

Des «Assises de la France des Gilets jaunes» organisées par l'extrême droite, Riposte laïque et Résistance républicaine, se tiendront à Rungis le 17 mars 2019.

Nous nous désolidarisons entièrement de tous ceux qui se permettent de tenir des rassemblements, meetings, en notre nom, dans un objectif de récupération politique.

Notre mouvement, depuis le premier jour, se proclame apaisant et entend bien rester à distance de toutes les idéologies racistes ou discriminatoires comme celles qui sont propagées ouvertement par les organisateurs de ces assises.

Les récentes polémiques survenues, notamment l'intrusion de certaines factions d'extrême droite au service d'ordre des manifestations ou encore les accusations montées en épingle sur le prétendu antisémitisme du mouvement, montrent de

toute évidence la volonté de récupérer et de discréditer les Gilets jaunes.

Nous le dénonçons haut et fort et nous combattons toute tentative d'infiltration de notre mouvement. Nous luttons pour les valeurs de justice sociale, de partage des richesses et d'égalité pour tous, sans aucune distinction!

L'appel de la 1^{re} Assemblée des assemblées de Commercy reste, à cet égard, une ligne de conduite contre toute forme de discrimination, à laquelle nous adhérons totalement.

Nous continuerons donc à rester à distance des personnes qui propagent ce type d'idéologie, notamment par des attaques contre les outils de presse des Gilets jaunes et qui entendent se réserver le droit de définir quel média est Gilet jaune, ou pas! C'est un Acte totalitaire, vecteur de dissensions et dont les objectifs et origines posent question.

Nous précisons également que le collectif Gilets jaunes Rugis-IDF ne soutient en aucun cas ces assises, bien au contraire! Il appelle à s'y opposer et à combattre les tentatives de récupération de l'extrême droite.

Vive le mouvement des Gilets jaunes! Tous ensemble pour gagner!



THOMAS GAËTAN, « LES GUEUX »



DU MONDE ET L'AUTODÉFENSE POPULAIRE !

GROUPE ANTIFASCISTE LYON ET ENVIRONS

13 FÉVRIER 2019

Le Groupe antifasciste Lyon et environs était présent comme les samedis précédents à la manifestation des Gilets jaunes lors de l'Acte 13 de ce samedi.

Nous avons présenté à l'assemblée générale des Gilets jaunes notre volonté de créer un cortège inclusif «Gilets jaunes antiracistes».

En effet, depuis plusieurs semaines des mouvements d'extrême droite gangrènent les manifestations, attaquent ceux et celles qui ne leur plaisent pas et tentent de détourner la colère des Gilets jaunes.

Ce cortège se voulait être un cadre sécurisé pour toutes les personnes qui sont les cibles de choix des néofascistes : personnes racisées, LGBTQI+, syndicalistes, militant·es de gauche, antiracistes, etc.

Alors que le cortège s'engageait dans le boulevard Lafayette après le pont, une soixantaine de néonazis principalement lyonnais mais aussi d'autres régions attaquèrent violemment ce cortège par-derrière.

Les fascistes lyonnais ont pu gonfler leurs rangs car un concert néonazi se tenait le soir même en région.

Ils attaquèrent en nombre, par surprise et armés.

Ils furent repoussés avec détermination par le cortège antiraciste après une petite dizaine de minutes de combat.

L'extrême droite a prouvé qu'elle n'en n'avait rien à faire des revendications des Gilets jaunes et qu'elle ne venait que pour agresser comme à chaque manifestation !

Nous pouvons signaler de nombreux témoignages concordants sur le rôle de la police qui les a sciemment laissés entrer dans la manifestation, s'armer sous leurs yeux et protéger leur repli à la fin de la confrontation. Nous sommes convaincus·es que les autorités laissent faire pour décrédibiliser le mouvement gilet jaune.

Globalement le traitement médiatique a été déplorable, profitant de l'agression pour renvoyer dos à dos des éléments extérieurs aux Gilets jaunes faisant du hooliganisme.

Le fameux couplet des deux extrêmes que les autorités et les médias veulent nous vendre pour masquer les enjeux politiques et nier le caractère antifasciste de ce combat.

Toutes les vidéos le prouvent, nous avons répondu à un assaut violent de militants d'extrême droite !

La seule chose qui soit vraie, c'est que c'est bien la gauche révolutionnaire qui prend au sérieux la menace fasciste et s'organise pour y faire face !

Cette victoire momentanée n'est pas due au hasard. Elle est le fruit d'une organisation rigoureuse dans laquelle le GALE a largement pris part.

Nous ne cessons de le clamer, poursuivons l'organisation de l'autodéfense populaire !

Si vous ne voulez pas rester seul·es face à l'extrême droite, organisez-vous, rejoignez-nous, rejoignez les organisations de lutte ! [...]



LE TROISIÈME APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET TOUTES FORMES DE PERSÉCUTIONS

GILETS JAUNES COMMERCY

17 FÉVRIER 2019

Depuis le 17 novembre, et même avant la grande mobilisation, notre mouvement citoyen a été qualifié de raciste et «beauf» tant par la presse que par le gouvernement.

Même le Président Macron n'a pas hésité à nous qualifier de «foules haineuses» qui s'en prendraient aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux Juifs, aux étrangers et aux homosexuels... quelle injure !

Depuis quelques semaines, des Actes inacceptables, sont perpétrés par des individus et repris largement par certains médias, discréditant, voir diabolisant notre mouvement !

Nous Gilets jaunes de Commercy, rappelons que l'indépendance vis-à-vis des partis et organisations est un de nos fondements.

Cependant, nous condamnons très fermement tout Acte ou expression de racisme ou d'antisémitisme, ainsi que toutes autres formes de persécutions quelles qu'elles soient.

Il est insupportable que de tels Actes puissent avoir lieu. Le silence qui les entoure nous rappelle les heures sombres que notre pays a traversé, et ça, il ne faut jamais l'oublier.

Nous devons être la petite lumière qui veille à ce que cela ne soit jamais banalisé.

Chaque homme, chaque femme, chaque enfant doit pouvoir vivre en toute liberté et toute sécurité dans notre beau pays.



UNE ASSEMBLÉE DE GILETS JAUNES DANS UN SQUAT DE MIGRANTS

GILETS JAUNES DE CAEN

22 DÉCEMBRE 2018

Des Gilets jaunes caennais nous envoient ce récit. Il date du 22 décembre. S'il s'en est passées de belles depuis, cette journée caennaise nous semblait particulièrement intéressante pour être retranscrite ici. Entre assemblée d'organisation et porosité avec les réseaux de solidarité aux migrants, ces initiatives viennent donner une texture prometteuse au mouvement des Gilets jaunes.

Ah! Pas loin de 400 personnes se sont retrouvées au squat du Marais vendredi 22 décembre. Ce squat il s'est ouvert pendant la lutte des cheminots au printemps dernier, il fait bien 50 000 m² et plus de 200 personnes y vivent. Il s'est ouvert pour les sans-papiers et pour la convergence des luttes. Il trouve ici une application bien concrète. Les demandes de salle pour la réunion ont été refusées tant et si bien que comme le rappelle une personne, d'entrée de cette AG: «L'État ne permet pas nos AG alors ce sont les migrants qui nous accueillent ici.» Ce retournement est accueilli sous les bravos et les quelques fachos ronchonnent de se voir mis à l'amende.

Il fallait bien ce squat énorme pour que cette AG puisse se tenir. Avant 20 heures le défilé des voitures n'en finit pas d'impressionner, on aurait jamais cru qu'il y aurait tant de monde. Tout le monde avait un peu baissé la tête le week-end dernier, quand sous la pluie gelée et les forces policières nous étions complètement désorganisés et impuissants. Là on sent que c'est loin d'être fini, qu'il y a de la revanche dans l'air. On est à trois jours de Noël et les Gilets jaunes entendent le passer à continuer à tisser les liens dans cette nouvelle famille. Dans un des hangars du Marais,

c'est une de ces «AG de ville» tant espérée par les mouvements sociaux qui prend forme, envoyant balader encore une fois les schémas habituels. Des gens sont venus des villes alentour pour prendre le pouls et chacun constatant le nombre il y a déjà là quelque chose d'une victoire.

Les discours reprennent à la volée, l'importance du RIC, ou combien il nous enfermerait. Mais ce qui revient le plus c'est ce qui tourne autour de l'action. Il faut que cette AG soit suivie d'une action et il faut que demain marque encore les esprits. Alors on s'organise. Les actions doivent être nivelées pour que chacun puisse s'y retrouver et qu'on n'oppose surtout pas les degrés de conflit. D'un niveau 1: action pacifique sans risque à un niveau 4: «Vous voulez faire usage de la force? On vous attend!», on établit ainsi le périmètre des actions pour les heures à venir. Des commissions sont décidées, s'y inscrit qui veut et une nouvelle AG est programmée pour la semaine suivante.

À présent on part de l'AG pour reprendre un rond-point qui fut l'emblème du début de mouvement à Caen, le rond-point leu d'Ifs. Érigé au-dessus du périphérique il est un des points d'entrée au sud de la ville et il est situé dans une zone d'activité. Les premiers jours du mouvement il était complètement occupé par des centaines de personnes qui évidemment sont vite descendues s'installer aussi sur le périph. Ainsi pendant deux jours entiers, le périph était fermé à cet endroit et jalonné sur 500 m de feux constants, de barricades, de cabanes, etc. La nuit et la fête faisant leur œuvre, les gendarmes après plusieurs échecs sont parvenus à le reprendre un petit matin sans autres oppositions que quelques gilets fatigués. Ce vendredi soir il est repris par 200 personnes. Les feux s'installent, les flics repartent après avoir exigé que le périph ne soit pas investi. Dans la nuit bien sûr, le périph est investi.



HK & LES SALTIMBANKS, « ON LÂCHE RIEN »



« FAIRE ALLIANCE À ÉGALITÉ, AVEC NOS SPÉCIFICITÉS »

ENTRETIEN AVEC YUCEF BRAKNI

27 DÉCEMBRE 2018

Le 26 novembre, le comité Vérité et Justice pour Adama Traoré appelait à rejoindre les Gilets jaunes. Il a pu y joindre des revendications des habitant·es des quartiers populaires, pour qui la question sociale est indissociable du racisme. Entretien avec Youcef Brakni, membre du comité.

PEUX-TU TE PRÉSENTER AINSI QUE LE COMITÉ ?

Je m'appelle Youcef Brakni. Je suis membre du comité Vérité et Justice pour Adama Traoré, qui s'est créé après la mort d'Adama, jeune noir, citoyen français, tué par la gendarmerie de Persan-Beaumont le 19 juillet 2016, le jour de son anniversaire. À la suite d'une interpellation très violente, il a subi un plaquage ventral, une clé d'étranglement et une pression thoracique, qui ont mené à son asphyxie.

On a fondé un comité qui rassemble d'anciens membres du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) et des militant·es plus jeunes des quartiers populaires d'Ile-de-France : je viens de Bagnolet, par exemple, et j'ai toujours milité à Bagnolet. C'est l'idée d'une organisation locale avant tout : partir de l'auto-organisation des habitant·es des quartiers et, à partir de cette force, s'élargir à tous les niveaux, à l'échelle nationale, et même internationale.

Mais c'est aussi un travail plus global, sur la question du racisme systémique, la question postcoloniale, la question du traitement des habitant·es de quartiers populaires, noir·es et arabes pour faire vite. Ce sont ces questions que porte le comité, avec bien entendu celle de rendre justice à Adama.

POURQUOI AVOIR DÉCIDÉ DE REJOINDRE LES GILETS JAUNES ?

Au départ, on a observé ça avec distance. On a d'abord vu les problèmes de racisme, de négrophobie, d'islamophobie et d'homophobie, qui ont été largement médiatisés. Ça a fait un peu peur évidemment, mais on s'est dit qu'il fallait regarder ça de plus près. En fait, c'est la France abandonnée. C'est la France périphérique, un peu comme celle qu'on peut trouver dans les quartiers populaires. Et cette France s'est levée avant tout pour la justice sociale, notamment pour l'égalité devant l'impôt. C'est drôle parce que ça renvoie à des

notions portées par la Révolution française, pour l'abolition des privilèges. Mais force est de constater que... non [rires]! Il y a encore, en France, des groupes dominants – ceux du CAC40 et les grands groupes internationaux – qui arrivent à esquiver l'impôt. Et pendant ce temps-là, on a le petit peuple de France qui trime.

La question des taxes nous parle aussi, nous qui habitons les quartiers populaires, à proximité des grands centres urbains. Ne serait-ce que Beaumont-sur-Oise : quand Assa Traoré va voir sa mère à Beaumont-sur-Oise, c'est 100 kilomètres aller-retour ! Donc on est confronté·es à la question de la mobilité, avec ce que Fatima Ouassak appelle « l'assignation à résidence ». Dans les quartiers populaires, tout est fait pour nous entraver, avec des stratégies urbaines pour nous empêcher de circuler librement. En bref, on se retrouve dans toutes les problématiques portées par les Gilets jaunes : la question des familles monoparentales, des femmes isolées qui n'arrivent pas à s'en sortir, la question de l'exploitation, de ne pas pouvoir vivre de son travail.

On a donc investi le mouvement parce qu'il nous concerne et avec l'idée de ne pas laisser le terrain à l'extrême droite, en posant nos questions et revendications spécifiques : le racisme, la persistance du fait colonial, notamment dans la gestion des quartiers populaires. Pour dénoncer tout ça, il ne faut pas rester passif : il faut construire des alliances avec le mouvement social et la gauche de façon large. Il faut le dire : notre appel a permis à beaucoup de personnes de gauche de trouver une place parmi les Gilets jaunes ! Et notamment avec les départs de Saint-Lazare, qui permettaient de rejoindre nos allié·es cheminot·es de l'intergare et d'être là où se trouvent les pouvoirs économique et politique.

QUEL BILAN TIRES-TU DE CES MOBILISATIONS ?

Le premier bilan à tirer de cette mobilisation, c'est qu'on a une stratégie du pouvoir politique qui consiste à empêcher la coordination de Saint-Lazare d'aller vers les Champs-Élysées, avec un dispositif policier impressionnant. Alors évidemment, nous on marche avec les Gilets jaunes ! Beaucoup d'entre eux·elles nous ont rejoint·es d'ailleurs, notamment celles et ceux qui avaient été refoulé·es des Champs-Élysées.

Pour le pouvoir, c'est intéressant d'avoir un mouvement sans meneur ou meneuse, avec un discours plutôt simple. C'est d'ailleurs ce qui a permis son succès, mais c'est aussi sa limite. Le mouvement n'est pas organisé au sens politique : bien sûr que les mobilisations sont politiques, mais elles ne sont pas organisées politiquement.

Ça montre les limites du mouvement : si tu mets une grosse répression policière, si tu désorganises, si tu repousses les personnes dans toutes les rues adjacentes des Champs-Élysées, un peu partout dans Paris, il n'y a pas de mouvement de masse qui peut en sortir. Forcément, ça radicalise et ça marginalise. On le voit dans l'opinion : petit à petit, le matraquage médiatique du pouvoir sur la violence commence à faire effet.

Mais il est encore trop tôt pour faire un bilan général. En ce qui nous concerne, on a laissé un précédent historique : on était là ! Et je pense qu'on a ouvert la voie, on a montré comment il fallait s'y prendre : ne pas rester spectateur, ne pas tomber dans la théorie théorique et abstraite. Être concrètement dans la lutte, s'y confronter. C'est pas facile, ça peut mener à l'échec. Mais la victoire, on la voit : les quartiers populaires et nos revendications ont pu exister, on a pu être sur le devant de la scène et exister politiquement, comme dirait [Abdelmalek] Sayad.

LORS D'UNE CONFÉRENCE SUR LE MONDE RURAL ET LES QUARTIERS POPULAIRES, TU AS DÉCLARÉ QUE « LA GAUCHE, C'EST NOUS EN VRAI. C'EST PERSONNE D'AUTRE ! », EST-CE QUE TU PEUX DÉVELOPPER ?

On a préparé cette conférence il y a trois mois avec Édouard Louis, un ami et soutien indéfectible du comité Adama. J'avais pensé à ce thème en lisant son livre *Qui a tué mon père*, dans lequel j'ai trouvé beaucoup de similitudes avec les parents de l'immigration. Ça a été un déclic, je me suis dit : « Il faut faire comme le MIB dans le Larzac, mais en allant encore plus loin. Il faut montrer les similitudes entre les deux situations, et en même temps insister sur nos spécificités ». Et ça a super bien marché : il y avait plus de 300 personnes, c'était énorme ! J'ai l'impression qu'il y a une demande dans ce sens, de part et d'autre, venant autant des quartiers populaires que de la France des laissés-es pour compte.

C'est important d'aller dans ces zones reculées et abandonnées, parce qu'on est pour la justice, et qu'on la veut pour tout le monde ! Quand je vois des ouvriers pleurer devant leur usine qui ferme, ça me touche. Et d'autant plus que nos parents ont participé concrètement à la construction de la puissance économique de la France, malheureusement contre nos pays d'origine.

Alors la gauche, on la laisse à personne ! La gauche, c'est le progrès social, le progrès de l'humanité, contre toute forme de domination, contre le capitalisme, le sexisme. Un mouvement global pour la justice. Et qui incarne mieux toutes ces

notions que nos luttes dans les quartiers populaires ? Qui l'incarne mieux que nous ?

D'autant plus qu'en France, on a toute une mouvance d'extrême droite qui se cache en se disant de gauche. Mais ces personnes sont réactionnaires et droitisent la gauche. Évidemment, celles qui se réclament de gauche et qui ont galvaudé ce terme n'ont pas attendu la gauche d'aujourd'hui type Printemps républicain. Il y avait déjà le Parti socialiste qui le faisait très bien, notamment contre les luttes des quartiers populaires.

Mais quand même, il y a un tournant car cette gauche réactionnaire devient la courroie de transmission vers l'extrême droite, qui permet à des régimes autoritaires d'arriver au pouvoir. Des régimes autoritaires et fascistes vont parvenir au pouvoir parce qu'elle banalise les idées d'extrême droite. Elle banalise la construction d'un ennemi intérieur autour des musulman·es, autour de l'habitant·e des quartiers populaires, autour de la figure du barbare. Cette figure n'est d'ailleurs pas nouvelle : il y avait déjà la question des classes dangereuses au 19^e siècle, constituées par la classe ouvrière, qui était blanche à l'époque. Mais là, il y a quand même la question d'un ennemi historique, civilisationnel autour de la figure du barbare, du sauvage, qui est musulman, africain.

Notre 5^e République a été créée dans un contexte colonial, pour sauver l'empire colonial français à travers la création de nouvelles institutions néocoloniales, comme la Françafrique, ou le soutien à des dictatures complètement inféodées. Cette République continue son œuvre en appliquant une gestion coloniale des quartiers populaires, à l'image des révoltes de 2005 où elle a appliqué l'état d'urgence. « La gauche, c'est nous », c'était donc aussi une manière d'interpeller : les années où l'état d'urgence était appliqué dans nos quartiers, lorsque les assignations à résidence pleuvaient contre nous, vous avez regardé ailleurs. Or ces méthodes de répression qui étaient réservées aux populations postcoloniales sont désormais appliquées plus largement, par exemple à Notre-Dame-des-Landes. C'est nous la gauche, c'est nous la justice, tout simplement !

Propos recueillis par Anouk Essyad publiés initialement dans *SolidaritéS*, n° 341.



LETTRE OUVERTE

STYLOS ROUGES

8 AVRIL 2019

M. le Président de la République, M. le Premier ministre, M. le ministre des finances, M. le ministre de l'éducation nationale,

Nous, les Stylos rouges, avons été reçus par M. Edouard Geffray, DGRH du ministère de l'éducation nationale, le jeudi 4 avril 2019. Cette rencontre a donné lieu à un échange franc et nous y avons exposé toutes nos revendications qui sont :

1. La revalorisation de nos métiers pour les rendre à nouveau attractifs (dégel du point d'indice et indexation de notre salaire sur l'inflation, augmentation immédiate de nos salaires et alignement sur les autres cadres A de la fonction publique soit au total 40% d'augmentation des salaires, reconnaissance du travail invisible, arrêt de la réforme des retraites annoncée, renégociation du PPCR...).

2. Une vraie « bienveillance » de l'État pour ses élèves en améliorant leurs conditions d'apprentissage (limitation du nombre d'élèves par classe, fin des suppressions de postes, augmentation des moyens mis en oeuvre pour l'accueil des élèves à besoins particuliers, arrêt des réformes du primaire et du secondaire avec l'ouverture d'une vraie concertation nationale...).

3. La reconnaissance de la qualité de notre travail et de notre fonction (contribution des professionnels aux réformes, suppression du jour de carence, création d'une réelle médecine du travail, formation initiale et continue de qualité, service RH efficace et juste, respect de la part de la hiérarchie et des parents, fin des statuts précaires, non au devoir de réserve...).

En réponse, un détail de la politique gouvernementale et des actions engagées nous a été présenté. À ce stade, aucune réponse satisfaisante n'a été apportée à nos revendications, notamment salariales. Nous ne pouvons pas nous contenter de déclarations d'intentions, toutes « bienveillantes » qu'elles soient, ni de mesurette visant à diviser notre action unitaire (prime REP+, revalorisation seulement des deux premiers échelons, heures supplémentaires mal payées et dont nous ne voulons tout simplement pas).

Nous sommes donc dans l'obligation d'appeler nos collègues à agir pour faire entendre nos demandes en boycottant tous les examens nationaux de toutes les façons possibles (grève des

surveillances et des corrections, note maximale à toutes les copies pour les corrections). Nous sommes heureux d'apprendre que plusieurs organisations syndicales nationales représentatives sont solidaires de cet appel en le relayant massivement et que d'autres proposent à leurs militants de se prononcer sur ce type d'action.

Cette menace sur les examens à laquelle nous contraignent les choix budgétaires du gouvernement, sera levée quand nos demandes en terme de salaires, moyens et respect dans l'exercice de nos fonctions aboutiront à des décisions officielles, actées et annoncées publiquement.



COMMUNIQUÉ DE VICTOIRE N° 1

LES GILETS JAUNES DU ROND-POINT DU CAMPANILE, DIT LE ROND-POINT D'OLIVIER

Chaque semaine notre rédaction reçoit de très nombreux tracts ou appels que nous ne sommes pas en mesure de publier en tant que tels c'est-à-dire en dehors de toute contextualisation et travail éditorial de notre part. Nous faisons ici une exception avec ce communiqué du rond-point du Campanile de Villeneuve-sur-Lot.

Victoire: la colère que chacun pensait ressentir solitairement a rencontré celle du plus grand nombre!

Victoire: les Gilets jaunes ont brisé dans la population le sentiment d'accablement et de fatalité qui donnaient aux puissants la certitude d'avoir définitivement gagné!

Victoire: les ronds-points, zones sans vies et très coûteuses pour les communes, sont devenus des lieux humains de rencontres et de partages!

Victoire: ce qui était destiné à gérer la circulation pour en accélérer encore la fluidité-productivité se sont transformés en espaces où le temps se dépense sans compter à bavarder directement sur la vie et le monde!

Victoire: le terrorisme d'État mené à coups de mutilations, de LBD 40, de menaces militaires et pratiquant une brutalité sans pareil n'a pas réussi à

stopper la poursuite, semaines après semaines, les manifestations et rassemblements.!

Victoire: malgré l'hiver, le froid et la pluie, les Gilets jaunes ont continué à tenir partout les ronds-points!

Victoire: l'État doit sortir les blindés et mettre à bas le masque des mensonges sur la démocratie!

Victoire: les services de police et de surveillance sont pris à contre-pied et se trouvent confrontés en permanence à des situations dont la logique leur échappe!

Victoire: le mouvement des Gilets jaunes a permis de mettre fin au faux consensus dans la société, et de voir, enfin, qui sont ceux qui souhaitent un mieux-être commun et qui sont ceux qui ne pensent qu'à leurs seuls intérêts!

Victoire: malgré tous les coups, mensonges, calomnies, insultes, mépris que n'ont eu de cesse de déverser médias et politiques, les Gilets jaunes ne sont pas mêlés de polémiques et de faux débats!

Victoire: partis d'une opposition aux taxes, les Gilets jaunes sont entrés sur le terrain d'une remise en cause radicale de la société!

Victoire: les étiquettes, automatismes et fétiches politiques ont été mis au rancart au profit de pratiques concrètes!

Victoire: après quatre mois d'existence le mouvement n'a pas l'intention de se trouver un leader, au grand dam des autorités qui n'ont personne à se mettre spectaculairement sous la dent!

Victoire: face à la terreur d'État, les capacités créatives et collectives des Gilets jaunes inventent sans cesse de nouvelles stratégies!

Victoire: les partis politiques sont, parmi les Gilets jaunes, regardés avec hostilité!

Victoire: après des décennies d'humiliation, d'isolement et d'écrasement, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de personnes relèvent la tête!

Victoire: le mouvement des Gilets jaunes inspire des millions de personnes sur toute la planète!

Victoire: au soir du 1^{er} décembre le Medef a demandé à ses adhérents de «lâcher du lest vis-à-vis des salariés» «au risque de tout perdre»...!

Victoire: confronté à la quantité et à la qualité des discussions, recherches, inventions et échanges, le «Grand Débat national» est apparu pour ce qu'il est: une grotesque comédie dont les seuls bénéficiaires sont destinés aux dirigeants!

Victoire: il est de plus en plus fréquent d'entendre des Gilets jaunes refuser de se plier à cette fausse division entre casseurs et pacifistes!

Victoire: les Gilets jaunes sont et restent le cauchemar des décideurs, des autorités et des prédateurs en tous genres!

Victoire: le mouvement se construit lui-même et au fur et à mesure, dans une grande confiance à l'égard de sa popularité et la plus grande défiance vis-à-vis des méthodes obsolètes d'organisation!

Victoire: les Gilets jaunes remettent au centre des discussions et réflexions la question de la société dans son ensemble et pas seulement des préoccupations liées au travail ou à des secteurs particuliers!

Victoire: la plupart des politiciens polémiquent ridiculement entre eux pour savoir qui est «le plus Gilet jaune» ou qui «[les] avait annoncés avant tout le monde», pendant que les Gilets jaunes les regardent avec indifférence, mépris ou moquerie, selon les jours!

Victoire: le gouvernement a été ridiculisé par l'ONU qui l'accuse d'«usage abusif de la force et de restriction grave aux droits de manifester»!

Victoire: les réseaux sociaux apparaissent finalement inadéquats à cette soif de rencontres, d'échanges et de coordinations directs entre les gens!

Victoire: l'égalité, la bienveillance et la tolérance sont les principes intangibles auxquels, dans les faits, se tiennent les Gilets jaunes!

ET C'EST LOIN D'ÊTRE FINI!

Les Gilets jaunes du rond-point du Campanile, dit le rond-point d'Olivier en hommage à notre ami tué le 20 décembre 2018. Villeneuve-sur-Lot, le 28 mars 2019.



«HYMNE»



LINKY, COMPTEUR BLEU ET GILET JAUNE

DES GILETS JAUNES DU TARN ET DES MEMBRES DU COLLECTIF ÉCRAN TOTAL

ALBI, 4 AVRIL 2019

Cher Cédric Villani,

Tout d'abord, nous avons le plaisir de vous remettre un compteur communicant Linky. Prenez-le, il est offert: c'est nous tous qui finançons, via le Turpe [tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité], leur déploiement à hauteur de 7 milliards d'euros.

Ce petit boîtier jaune rend bien des services. Il s'est révélé un merveilleux outil d'éducation populaire. Dans toute la France, il a permis une prise de conscience massive de ce que signifie le monde du Big Data et des algorithmes, des véhicules autonomes et de la 5G. Dès lors, initiés par Enedis [anciennement Électricité réseau distribution France (ERDF)] aux joies des objets connectés, nous sommes devenus particulièrement sensibles aux mensonges dont on accompagne les investissements en faveur de l'intelligence artificielle.

Par exemple, l'idée qu'elle serait une manière de créer des emplois. Soyons sérieux: l'automatisation sert à automatiser. Automatiser sert à licencier, à l'image des dizaines de milliers d'employés d'Enedis qui relevaient les compteurs électriques, ou à l'image de la désastreuse dématérialisation des services publics. Autre exemple: en France, le déploiement des véhicules autonomes, c'est-à-dire de la conduite par intelligence artificielle, menace directement plus de 600 000 professionnels (chauffeurs de bus, routiers, taxis, etc.), soit 2% de la population active. Et ne nous ressortez pas la bonne vieille théorie de la compensation: les conducteurs licenciés auront autant de chance de créer leurs start-up de robotique que les chevaux n'en avaient de se mettre à produire des pièces automobiles.

Le problème, Monsieur Villani, c'est aussi qu'il a fait chaud, beaucoup trop chaud à Albi en ce début de printemps. Or l'économie numérique est vorace: elle exige de produire toujours plus de processeurs, de capteurs, de serveurs, de câbles, d'antennes et d'écrans. Elle engloutit des quantités colossales d'énergie, de matières premières et de métaux. Le programme Linky est assez parlant: au nom de la transition écologique, on a

commencé par bazarder 35 millions de compteurs en parfait état de marche, puis, en numérisant les réseaux, on génère des pétaoctets de données, stockées et traitées dans d'immenses entrepôts de béton qu'il faut refroidir en permanence. Vous ne pouvez l'ignorer: à l'échelle du Globe, ces fameux Data Centers rejettent déjà autant de CO² dans l'atmosphère que la totalité du transport aérien. À ce stade, peut-on encore parler d'intelligence, même artificielle?

Enfin, qu'il s'agisse d'e-médecine, de maisons communicantes ou de voitures connectées, ce monde, qui fait de nos vies un grand réservoir à Big Data, est inacceptable pour une raison simple: il s'appuie sur le réseau 5G qui, plus encore que les précédents, menace directement notre santé. Nous refusons que tous les êtres vivants soient massivement exposés à des champs électromagnétiques d'une telle puissance pour faire fructifier l'industrie de l'électronique et les fortunes des Silicon Valley mondiales.

Nous luttons pour la sobriété et la justice sociale. Si vous souhaitez employer votre curiosité intellectuelle et votre goût pour les sciences, tout en pérennisant votre carrière politique, n'hésitez pas, M. Villani, à rejoindre les rangs de l'écologie radicale et de l'anticapitalisme dont nous pensons, étant donnés les enjeux actuels, qu'ils constituent les filières d'avenir les plus populaires et les plus novatrices.

« MACRON CIAO »



INNOVER POUR AGGRAVER LA CRISE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

DES GILETS JAUNES DU TARN ET DES MEMBRES DU COLLECTIF ÉCRAN TOTAL

ALBI, 4 AVRIL 2019

Depuis quelques années, les élites françaises et mondiales se prosternent devant une nouvelle

idole : l'intelligence artificielle (IA). À peine élu, Macron en a fait une priorité : il commande un rapport à Cédric Villani, mathématicien opportuniste qui vient de rejoindre son parti, et débloque un milliard et demi d'euros pour financer la recherche dans ce domaine. Car l'IA serait l'avenir de l'économie numérique, donc de la croissance. Il semble plus important d'investir là-dedans que dans l'éducation de nos enfants, pour lesquels il y a si peu d'argent que la réforme en cours (celle du ministre Michel Blanquer) prévoit de fusionner écoles et collèges, de confier des heures d'enseignement à des surveillants et de faciliter les « expérimentations pédagogiques », notamment celles recourant aux outils numériques (comme les « didacticiels ») qui pourront se substituer aux surveillants une fois que ces derniers auront remplacé les profs.

Invité par l'association Écoter (pas pour écologie, mais pour « économie et territoire »), le lobby des milieux d'affaires tarnais, Villani [est venu] défendre l'IA à l'École des mines d'Albi. Nous qui préférons les enfants intelligents aux machines soi-disant intelligentes, nous nous rassemblons à Albi pour alerter sur les nuisances de l'IA et du monde qui va avec.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, AUTOMATISATION DU TRAVAIL ET CHÔMAGE DE MASSE

De l'avis des chercheurs, il est difficile de définir l'IA, qui relève pour certains du mythe. Mais les applications ne laissent guère de doute sur son rôle. Traduction automatique, voiture autonome, traitement de données automatisé, etc. : il s'agit d'automatiser, c'est-à-dire de remplacer les humains par des machines informatiques qui imitent les capacités intellectuelles humaines de calcul, d'interprétation, de prise de décision, etc. De même qu'un bras artificiel sert à remplacer un bras naturel, l'IA sert à remplacer l'intelligence humaine nécessaire à l'effectuation de certaines tâches.

L'IA ne fait donc qu'actualiser l'une des plus vieilles stratégies capitalistes : partout où la main-d'œuvre est trop chère, indocile ou combative, l'intérêt des entrepreneurs est de délocaliser la production ou de l'automatiser en remplaçant les travailleurs par des machines. Certes, ces machines supposent d'investir de plus gros capitaux (elles renforcent donc le pouvoir du capital face au travail), mais elles permettent de faire plus de profit et, surtout, de se mettre à l'abri de la contestation sociale. Selon un historien spécialiste du progrès technologique, l'automatisation des machines-outils dans les années 1970 (période de forte contestation) visait moins à augmenter la productivité

qu'à court-circuiter les ouvriers potentiellement rebelles, afin que la direction puisse mieux contrôler la production.

Une fois saisi ce principe du soi-disant « progrès » capitaliste, on comprend que le chômage de masse dont nous souffrons aujourd'hui, loin d'être un phénomène « naturel », est le produit artificiel de politiques rendant possibles les délocalisations (c'est la politique néolibérale de mondialisation depuis les années 1980) et l'automatisation de la production (c'est la politique d'innovation technologique, plus vieille encore). Il ne faut pas se laisser bernier par les promesses des promoteurs de l'IA : loin de créer des emplois, elle servira surtout à en détruire, comme les vagues précédentes d'innovations « scientifiques ». Pour un emploi d'ingénieur créé dans la Start-up Nation de Macron, elle en détruira dix ou mille dans les classes moyennes et inférieures. Selon certaines analyses, c'est 50% des emplois, voire plus, qui seraient menacés à terme par l'IA !

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, BIG DATA ET BIG BROTHER

Une telle casse sociale, on l'imagine, suscitera une révolte encore plus forte que celle des Gilets Jaunes. Il faudra donc, en parallèle, accroître la surveillance et la répression de la population. C'est déjà en marche, mais l'IA sera aussi utile à cette fin. Car dans cette expression, « l'intelligence » doit être prise au sens anglais du terme (espionnage, comme dans CIA : Central Intelligence Agency). Comme l'explique Villani dans son rapport, l'IA ne pourra être efficace qu'à condition de disposer d'un maximum de données. Il y préconise donc de lever tous les freins à leur collecte, c'est-à-dire à ce qu'on appelle le Big Data. Le lien entre IA, Big Data et flicage ressort clairement quand on regarde qui investit là-dedans : les GAFAs (notamment Facebook et Apple), ces multinationales du numérique qui se remplissent les poches en vendant nos données personnelles aux publicitaires et autres officines de manipulation de l'opinion ; l'armée américaine, qui y a investi 18 milliards en trois ans pour réaliser des avions sans pilote ; les services de police américains, pour prévoir où et quand des délits pourraient être commis, ou mesurer les chances de récidives...

Pour collecter toutes ces données, il va falloir des capteurs et des antennes partout. La « voiture autonome » suppose la 5G, c'est-à-dire des antennes tous les 100 mètres en ville et plus de 20 000 satellites. De même, Enedis transforme nos compteurs électriques en « capteurs connectés », dits Linky. Ils lui permettront d'automatiser le relevé des compteurs et les coupes de courant pour les pauvres, mais aussi de collecter une foule

d'informations sur notre vie privée, via les équipements électriques dont nous disposons. Pour exploiter ces milliards de données, il lui faudra de l'IA sous forme d'algorithmes explorant ces données afin d'en extraire celles qui pourront être revendues. Intrinsèquement liée au Big Data, l'IA sera forcément liberticide.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN MARCHÉ POUR FONCER DANS LE MUR

L'IA sert à automatiser et surveiller, mais ce n'est pas tout: tous les dispositifs ayant recours à l'IA aggraveront aussi le désastre écologique. Car ils supposent une augmentation infinie de la production de matériel informatique: ordinateurs, antennes 5G, Data Centers, etc. Tout cela implique une croissance abyssale de la consommation d'énergie et de métaux, donc de la production minière, base de l'économie numérique comme de toute industrie. De ce point de vue, venir parler d'IA dans une École des mines est on ne peut plus significatif. Car l'industrie minière est la plus polluante du monde, tant par ses émissions de CO² que par les catastrophes irréversibles qu'elle entraîne régulièrement (pensons aux barrages de déchets qui cèdent). Loin d'être «immatérielle», l'économie numérique est aussi très polluante car les appareils qu'elle produit et que nous jetons de plus en plus vite sont impossibles à recycler tant ils sont miniaturisés. Bref, elle est un facteur de plus dans la fuite en avant vers le désastre écologique, qui s'accélère de jour en jour.

Ce n'est pas faute d'avoir été prévenus. Depuis plus de cinquante ans, des millions de gens tirent la sonnette d'alarme. Ils rappellent un principe simple: une croissance illimitée est impossible sur une planète aux ressources limitées. Ce principe qu'un enfant peut saisir, Macron, Villani et les entrepreneurs d'Écoter ne l'ont pas compris. Ou plutôt, ils s'assoient dessus, emprisonnés dans leurs raisonnements économiques à court terme et aveuglés par les colonnes de chiffres auxquelles la réalité se résume selon eux. À moins qu'ils n'espèrent avoir assez de fric pour se mettre à l'abri des pires effets de la catastrophe – ce qui est malin, à défaut d'être intelligent.

Avec des classes dirigeantes aussi méchamment stupides et myopes, on pourrait se réjouir du développement de l'IA, en imaginant qu'elle pourrait pallier leur déficit mental. Mais ce serait se mettre le doigt dans l'œil. Car l'intelligence artificielle, ce n'est qu'une aveugle capacité de calcul. Comme le rappelle le créateur du programme de dialogue automatique Eliza, dont on équipe actuellement des robots pour tenir compagnie aux personnes âgées esseulées (autre «progrès social» que promet

l'IA), son programme ne comprend rien, il ne fait que calculer les chances que telle réponse programmée corresponde plus que telle autre à telles informations perçues (ce qu'exprime la personne). Or, l'intelligence dont nous avons besoin est celle qui permet de voir la réalité en face et les limites qui la caractérisent, et de savoir s'arrêter avant qu'il ne soit trop tard.

Face à la crise sociale et écologique, nul besoin d'intelligence artificielle, mais d'intelligence humaine. Non à la Start-up Nation!

COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN À GENEVIÈVE LEGAY

DES GILETS JAUNES DES ALPES-MARITIMES

24 MARS 2019

Mme Geneviève Legay a été brutalement bousculée et projetée au sol par les forces de polices, ce samedi 23 mars 2019 à l'entrée sud de la Place Garibaldi. Elle souffre de plusieurs fractures du crâne, au rocher (oreille interne) et d'hématomes sous-duraux. Elle a été dans le coma plusieurs heures, et son état a inquiété suffisamment pour que les médecins réservent leur appréciation sur son pronostic vital durant toute la fin de journée. Aujourd'hui, ses proches attendent de connaître l'étendue des séquelles que Geneviève aura à supporter pour les jours, les mois et les années à venir.

Nous, Gilets jaunes des Alpes-Maritimes, accusons les responsables politiques, locaux et nationaux, les responsables des hiérarchies descendantes (préfectures, polices et assimilés) de fomenter la violence, les tensions et de provoquer les drames innombrables qui désormais affectent la population dans son ensemble.

Geneviève, envers laquelle nous exprimons notre soutien, notre reconnaissance et nos vœux d'un rétablissement optimal, est hélas une victime de plus dans ce long cortège d'éborgnés, de mutilés, de défigurés, de traumatisés physiquement et moralement qui défile dans toute sa morbidité, loin de l'exposition médiatique, depuis le 17 novembre.

Ce samedi, les forces de l'ordre se sont rendues coupables de nombreuses illégalités.

■ Les grenades et de LBD ne sont pas des armes offensives, ores à aucun moment quiconque n'a

vu un manifestant tenter d'agresser un représentant de la loi.

- Les LBD ont encore été tirés à hauteur de tête (une oreille coupée en deux ce samedi à Nice en témoignage)

- Les forces de l'ordre, après dispersion (quartier Saint-Philippe), ont poursuivi les manifestants dans les petites rues (hors périmètre «interdit»). Elles y ont fait usage d'armes urbaines (LBD, matraques...) blessant plusieurs personnes sans nécessité légale (plusieurs agressés ont dû se rendre à l'hôpital).

- Nombre d'arrestations arbitraires effectuées sur des personnes n'ayant aucune attitude vindicative.

Rappelons aussi que depuis 19 semaines, aucune déprédation n'a été constatée sur Nice du fait des Gilets jaunes; pas un rétroviseur arraché, pas même un verre brisé en terrasse des cafés...

Ainsi le déploiement des forces de l'ordre ce samedi 23 mars a été disproportionné, exagéré, démesuré dans la volonté expresse de faire monter la tension, de faire peur à la population, d'instrumentaliser le mouvement des Gilets jaunes à des fins de communication médiatique, politique et électorale.

Comme Geneviève, nous avons seulement et strictement manifesté de façon pacifique et, braver un arrêté préfectoral dans ces conditions ne justifie en rien l'exercice violent de la force.

En matière de maintien de l'ordre, le respect de la proportionnalité des moyens employés au regard de «contrevenants» est une règle absolue, que ce soit dans la rue, en matière militaire, judiciaire ou autre.

Devant ces faits et suite à ces rappels, les Gilets jaunes constatent que les différents pouvoirs sensés régir l'ordonnance républicaine et démocratique ont perdu la mesure de leur mission et sont désormais entrés dans un exercice irrationnel de leur mandat.

Les Gilets jaunes s'inquiètent de la disparition du contrat social qui garantit les conditions de la vie démocratique dans notre pays. L'obscurantisme a pris le pas sur la pensée éclairée qui doit promouvoir le bien commun.

Les Gilets jaunes constatent la négation totale de leurs revendications malgré ce que cherche à faire accroire le pouvoir en place.

La seule réponse que l'on reçoit depuis des mois est la violence brute des pouvoirs publics

La seule arme que nous portons est une opinion contraire à celle du gouvernement.

Geneviève vient hélas se ranger aux côtés des victimes trop nombreuses des dérives du pouvoir. Nous lui souhaitons le meilleur rétablissement

possible. Comme nous souhaitons celui de toutes les autres victimes physiquement atteintes par les forces de police aux ordres d'un gouvernement dont nous contestons la légitimité.

Cette contestation affichée relève encore de notre droit... sauf si nous ne sommes plus dans cette démocratie dont le pouvoir se revendique en toute duplicité au vu des forfaitures dont il se rend coupable jour après jour, semaines après semaines.

Les Gilets jaunes n'étant pas un groupe constitué, ce communiqué n'est l'émanation que d'un cercle élargi de personnes actives dans le mouvement mais préjuge, malgré cette réserve, qu'il témoigne du ressenti de tous ceux qui les accompagnent régulièrement.



NOURREDINE ET CYRIL, « PRÉSIDENT MAQUEREAU »



D1ST1



2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

SAINT-NAZAIRE (5-6-7 AVRIL 2019)

NOUS EXIGEONS L'ANNULATION DES PEINES DES PRISONNIER-ES ET CONDAMNÉ-ES DU MOUVEMENT !

SAINT-NAZAIRE, 7 AVRIL 2019

Depuis cinq mois, la répression policière et judiciaire contre le mouvement des Gilets jaunes est gigantesque. Nous comptons des milliers de blessés, vingt-deux personnes éborgnées, cinq mains arrachées et une personne tuée. Les violences policières qui mutilent et qui tuent sont un Acte d'intimidation politique, elles cherchent à nous terroriser pour empêcher d'agir : elles constituent un crime d'État. Pour justifier ce crime, le gouvernement, avec l'appui de certains médias, criminalise toutes celles et ceux qui contestent sa politique. La répression judiciaire prend la suite des violences policières pour étouffer le mouvement : 8700 gardes à vue, 2000 procès dont 1500 comparutions immédiates, près de 40% de peines de prison ferme, plus de 400 mandats de dépôt. Ce que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des quartiers populaires depuis des décennies. Maintenant, l'autoritarisme se généralise à toute la société. Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des Assemblées à Saint-Nazaire, appelons à un énorme Acte national samedi 18 mai partout en France, à l'occasion de l'Acte 27.

Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.

- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.

- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.

- La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, comme les prisonniers politiques.

- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives.

Nous devons résister de toute notre force contre cet autoritarisme !

Nous appelons au renforcement et à la constitution des cagnottes de soutien existantes, et des groupes de soutien juridique.

Nous appelons à la constitution d'une plateforme nationale pour recenser les cas de répression judiciaire, soutenir les inculpés, les prisonnières et prisonniers.

Nous appelons au partage de tous les savoirs pour se défendre face à la répression policière et judiciaire.

Samedi 18 mai, retrouvons nous partout pour manifester et nous rassembler devant les tribunaux et les prisons !

Retrouvons-nous pour exprimer toute notre solidarité avec nos blessés, nos condamnés et leur famille.

Les Gilets jaunes de l'Assemblée des assemblées appellent aussi à participer à la manifestation du 13 avril pour le retrait de la loi « anticasseurs ».

Cet appel sera partagé et transmis dans les groupes, les ronds-points et les assemblées générales locales pour qu'ils se l'approprient et le fassent vivre s'ils le souhaitent !



Appel manifestation à Commercy
RDV 13 heures samedi 13 avril 2019
magasin Match route d' Euville.

“APPEL du 25”

du collectif indépendant “Les Blues Blanches”

En ce 25 janvier, dans notre département du 25 (Doubs) à 14h25, le collectif “Les Blues Blanches” appelle tous les professionnellEs de la Santé qui se reconnaissent de par leur activité professionnelle ou associative, dans l'intitulé “Blouses Blanches” :

=> à ne plus rester seulE à subir de mauvaises conditions de travail :

“Soigner, ce n'est pas se sacrifier”

=> à s'organiser en collectifs locaux autour de la devise :

**“Défendre nos conditions de travail,
c'est défendre
la Santé de TOUS, pour TOUS !”**

=> à participer pacifiquement, en Blouses Blanches, aux manifestations des Gilets Jaunes car nos combats pour plus de justice, sont communs et justes.

**Que vivent “Les Blues Blanches”
pour que vive
une République plus juste et plus humaine.**

LES NOUVEAUX NOUNOUS

TOUS LES SAMEDI
A PARTIR DE 12H
ALTERNATIBAR
126 MONTÉE DE LA GRANDE CÔTE
GRATUIT / PRIX LIBRE
À PARTIR DE 3-4 ANS

**NOUS LES GARDONS
PENDANT QUE NOUS
LEUR ASSUREZ
UN AVENIR**

JAUNES

APPEL AUX DONN: Cartons / Papier / Peinture / Crayons / Pinceau / Scotch / Ciseaux / Tissus / Etc.

INFOS & INSCRIPTION: NOUVEAUX GILETS JAUNE LYON
SMS: 06-64-34-55-70 / 06-60-15-60-56

Loin des sirènes gouvernementales sur
La grande débat nationale
ARNAQUE
 qui taisent nos revendications

GREVE GENERALE ILLIMITEE
A PARTIR DU
5 FEVRIER 2019
BLOPAGE TOTAL

Ne vivons plus comme des
 esclaves...



PEUPLE SOULEVE TOI !



**JE VEUX
 REPOUSSER
 MES LIMITES
 AU-DELA
 DES FRONTIÈRES**

GATIEN
GILET JAUNE DEPUIS LE 12 NOVEMBRE

**LES GILETS JAUNES
 RECRUTENT
 15 000 POSTES**



GILET-JAUNE
VOTRE VOLONTÉ. NOTRE FIERTÉ.



MERCREDI 27 FEVRIER 

Venez nombreux pour un rassemblement convivial

ACTION PARKING GRATUIT

ACTE 28  **(CHU J.MINJOZ)**

De 14h à 19h Dénouons l'état qui se
 fait de l'argent sur le dos des patients !!

GJ Besançon (25)

BLOPAGE NATIONAL

Raffinerie Donges

RDV 4h rond point du canon

Mardi 19 Février

Tous unis



NOUS REPRODUISONS ICI L'INTRODUCTION DU TOME 1
DE *GILETS JAUNES*, « DES CLÉS POUR COMPRENDRE », TOUJOURS DISPONIBLE SUR LE SITE DES ÉDITIONS SYLLEPSE.

« NOUS SOMMES LE PEUPLE ! »

9 DÉCEMBRE 2018

Un nouvel acteur, « sorti de nulle part¹ », est apparu sur la scène politique et sociale : les Gilets jaunes. Dans une société française assommée par des décennies d'austérité, désespérée par les défaites et les reculs sociaux, le mouvement des Gilets jaunes a sonné l'alarme sociale et donné le premier coup d'arrêt à la politique d'appauvrissement et de dislocation sociale menée par les pouvoirs successifs.

Ce mouvement délibère, propose, agit. À la verticalité jupitérienne, à la délégation de pouvoir, il oppose l'horizontalité démocratique :

Les Gilets jaunes qui bloquent les routes en refusant toute forme de récupération politique s'inscrivent confusément dans le prolongement du combat des sans-culottes en 1792-1794, des citoyens-combattants de février 1848, des communards de 1871 et des anarcho-syndicalistes de la Belle Époque².

Suspicieux, d'aucuns ont choisi de se focaliser sur les manifestations de racisme, d'islamophobie ou de sexisme qui ont pu émailler le mouvement. L'extrême droite est certes en embuscade et tente d'imprimer sa marque sur le mouvement. Invité sur les plateaux de télévision, un « Gilet jaune » du Vaucluse affirme ainsi souhaiter le remplacement d'Emmanuel Macron par le général de Villiers³ et la nécessité de chasser les immigrés...

Dans une France qui a vu Marine Le Pen recueillir 34% des voix au dernier scrutin présidentiel, un pays où la discrimination raciale structurelle est si ancrée, comment un mouvement aussi large, constitué et enraciné localement en si peu de jours, pourrait-il, ici ou là, échapper aux relents de haine et de division instillés par l'extrême droite et les politiques mises en œuvre ? Dans tout mouvement de masse, des revendications et des postures basées sur la recherche de boucs émissaires (en l'occurrence les personnes migrantes) émergent. C'est, nous semble-t-il, en étant « tous et toutes ensemble » dans le mouvement qu'elles peuvent être repoussées. Il est décisif que le mouvement ne se laisse pas détourner de son centre de gravité : solidarité, justice sociale et démocratie.

Interloqué·es, déconcerté·es et éberlué·es, commentateur·trices et journalistes interrogent les citoyen·nes insurgé·es, parfois de façon comminatoire : « Qui êtes-vous ? », « Que voulez-vous ? » On sent leurs difficultés à saisir les réponses qui se sont faites jour derrière le rejet des taxes : « Nous sommes le peuple », « Ce que nous voulons ? Tout et tout de suite ! » C'est manifestement excessif pour celles et ceux qui dans leur « candeur » pensent que les Parisien·nes se sont levé·es le matin du 14 juillet 1789 en se disant : « Tiens, si on allait prendre la Bastille et proclamer la République !⁴ »

Pour les « élites » au pouvoir, les « gens d'en bas » doivent rester à leur place et l'inconcevable est en train de se produire. Un nouveau sujet politique et social est en voie de constitution et affirme sa légitime souveraineté : le peuple des salarié·es du privé et du public, des privé·es d'emploi, des retraité·es, des jeunes, des auto-entrepreneur·es pauvres... Il s'est doté de sa marque de fabrique, de ses espaces de discussion et de décision, il agit selon ses propres modalités et impose son propre rythme.

1. « Un drapeau tombe d'un camion. Sa couleur est dans notre imagination, le film est en noir et blanc. Charlot le chômeur le ramasse et court après le camion pour restituer le drapeau. Aussitôt, une foule surgie de "nulle part" s'élance derrière lui... », Charlie Chaplin, *Les Temps modernes*, 1936.

2. Gérard Noiriel, « Les Gilets jaunes replacent la question sociale au centre du jeu politique », *Le Monde*, 27 novembre 2018.

3. Pierre de Villiers, *Qu'est-ce qu'un chef?*, Paris, Fayard, 2018.

4. Voir Sophie Wahmich, « La structure des mobilisations actuelles correspond à celle des sans-culottes », *Mediapart*, 4 décembre 2018.

UN SENTIMENT D'APPARTENANCE SOCIALE

Pour ceux et celles qui avaient douté de ce qui avait commencé il y a deux ans, les voilà les nouvelles «Nuit debout». Et leur composition sociale dément les affirmations sur la «passivité» et le «chacun pour soi dépolitisé».

Hier, isolé·e, chacune et chacun vivait sa précarité comme une souffrance individuelle et avait pu céder au fatalisme. L'irruption du mouvement des Gilets jaunes a d'ores et déjà changé cette pesanteur écrasante. Au-delà des tensions internes normales, la mise en commun et la reconnaissance des mêmes douleurs sociales ont créé un fort sentiment d'appartenance commune à une sorte de «tiers-état» du 21^e siècle qui se cristallise dans la détestation d'un président de la République qui, à lui seul, prend le visage des deux cents familles maîtresses de l'économie et de la politique françaises à l'époque du Front populaire.

Une conscience sociale, certain·es diraient une conscience de classe, fermente dans cette fraternité qui s'est installée. Cette nouvelle communauté sociale a créé son drapeau : le gilet jaune qui rend visibles les invisibles d'hier. Porté sur les épaules, arboré derrière le pare-brise ou brandi à bout de bras, il a fait reculer le pouvoir néolibéral et compte bien le faire reculer encore.

Les femmes aussi sont sur les ronds-points et les blocages, au premier rang des manifestations et dans la prise de parole. Présentes sur les plateaux de télévision, elles donnent au mouvement un visage inhabituel car trop souvent dans les mouvements sociaux ce sont les hommes qui parlent. Elles sont là et elles ne passent pas inaperçues, elles disent leur situation et leurs engagements. Premières victimes de la précarité, du chômage et du temps partiel imposé, les femmes en gilets jaunes dénoncent la condition qui leur est faite dans la société. Elles sont une force vitale du mouvement.

Quant aux plus jeunes, s'ils ont souvent «montré la voie», comme en 68 ou plus récemment en 2006 contre le CPE, aujourd'hui ce sont les Gilets jaunes qui ont ouvert la brèche. La contestation lycéenne qui secoue actuellement les centaines d'établissements scolaires s'inscrit dans ce contexte. À sa manière, elle reflète les préoccupations de leurs familles et de leurs proches : le chômage, la précarité, les fins de mois difficiles sont aussi leur quotidien. La répression du mouvement lycéen vise à faire peur. Pour éviter la contagion et empêcher la jonction entre la jeunesse scolarisée et le mouvement des Gilets jaunes, le pouvoir tente d'écraser dans l'œuf la contestation.

APPROPRIATION DE L'ESPACE PUBLIC

Excédé par un Gilet jaune, un politicien a pu s'exclamer, un tantinet méprisant : «Mais c'est la démocratie des ronds-points que vous voulez?» Trop tard, pourrait-on lui répondre, une nouvelle construction démocratique est déjà à l'œuvre. Elle se cherche, elle tâtonne, elle expérimente. Aux péages, sur les ronds-points, aux bords des routes, aux abords des zones industrielles et commerciales, des citoyen·nes se sont approprié l'espace public comme lieu d'existence sociale collective. «Cabane jaune», «QG jaune», «Maison du peuple jaune, mini-zad» sont apparus qui ne sont pas sans rappeler le mouvement Occupy Wall Street aux États-Unis et l'occupation de la place Tahrir en Égypte lors du Printemps arabe.

Ainsi les Gilets jaunes ont construit leurs propres parlements locaux où les actions se coordonnent, les blocages s'organisent, les débats se déroulent. Un nouveau lien social émerge qui brise l'isolement et le silence en affrontant le pouvoir de l'argent et son État.

Forts de leur légitimité, face à cet État, les Gilets jaunes imposent leurs lieux de manifestations, leurs modalités d'action, leurs revendications. Depuis plusieurs semaines, un nouveau pouvoir populaire – sera-t-il temporaire? – organise la circulation routière et en a pris le contrôle, imposant par-ci par-là la gratuité des autoroutes.

UN PROGRAMME EN DEVENIR

Parti de la question de la taxation inique des carburants et non – comme certains ont voulu le faire croire – contre l'écologie, le mouvement des Gilets jaunes a élargi sa vision commune des problèmes qu'ils et elles affrontent. Désormais, c'est le fonctionnement global de la société qui est interrogé, ainsi que le concentre parfaitement le slogan «*Fin du monde, fin de mois, même combat*».

Les maîtres des informations s'étonnent que le retrait de cette taxation qui a mis le feu aux poudres n'arrête pas le mouvement. L'action en commun donne en effet confiance et forge l'expérience d'une communauté: la domination qui pèse chaque jour sur les dominé-es et les exploité-es est en partie effacée par le nombre et les échanges entre égaux. L'humiliation si souvent ressentie comme un obstacle à la discussion et à la parole s'estompe avec l'action commune: le goût et l'habitude viennent pour définir les buts du moment et ceux des jours à venir. Il en est de même dans tous les grands mouvements populaires, 1936, 1968, 1995...

Des cahiers de doléances sont élaborés. À sa manière, et évidemment avec des ambiguïtés, ce mouvement qui se dit «apolitique» redonne à la politique un contenu et une exigence que l'on avait quelque peu oubliés. Partage des richesses, augmentation d'au moins 300 euros du Smic, revalorisation des minimas sociaux à 1 000 euros minimum, droit au travail, transformation des institutions, démocratie directe, contrôle des élus, gestion des moyens et finances publiques, services publics, logements sont soumis à la discussion publique. On va même jusqu'à exiger la fin des négociations secrètes puisque désormais les exigences démocratiques s'appuient sur les merveilles de la technologie. Un programme s'élabore en pointillé, jour après jour: chacun et chacune peut et doit y retrouver ses aspirations et la solution aux problèmes de la vie quotidienne et de l'organisation de la Cité.

Le mouvement des Gilets jaunes refuse souvent l'aide des syndicats – et *a fortiori* des partis – qu'il considère, à tort ou à raison, comme susceptibles de se substituer à leur auto-organisation. Il refuse la structure pyramidale commune aux organisations existantes et la délégation de pouvoir. Pour autant, certaines organisations syndicales et associatives ne sont pas restées indifférentes. Nombre de leurs membres sont présents sur les ronds-points, les structures territoriales et de site semblant les plus prompts à dialoguer avec ce mouvement inédit.

Cette irruption ne peut effacer en un instant les profondes et multiples divisions qui frappent le salariat de ce pays. Elle met néanmoins en lumière le processus d'adaptation des lieux et des modalités du combat syndical hérités du siècle passé aux nouvelles conditions de l'exploitation. La puissance et la profondeur de cette mobilisation antigouvernementale ainsi que les tensions et les débats qu'elle génère ne peuvent que faciliter la cristallisation de l'alliance progressiste nécessaire pour stopper la main trop visible des multinationales et des prédateurs. Les gilets rouges, verts, roses qui ont commencé à faire leur apparition pourraient en être les prémices¹. Malgré les hésitations et les doutes, voire les désaccords, certaines équipes d'animation des organisations syndicales sont nombreuses dans les régions à s'être engagées aux côtés des Gilets jaunes. Les documents que nous publions ici le montrent. La très grande différence quant à la réalité de la mobilisation citoyenne entre Paris d'une part et le reste du pays d'autre part, explique en partie les réserves exprimées au plan national par ces organisations qui, même quand elles sont fédéralistes, sont lourdement marquées par le centralisme parisien.

Insaisissable et incontournable, le mouvement a donc de quoi surprendre. Certain-es de ses «représentant-es» sont contesté-es dès leur «nomination²», d'autant qu'à côté des porte-parole autoproclamés, ce sont le pouvoir ou les médias qui prétendent les sélectionner. Pour endiguer la demande démocratique, ces messieurs-dames du Château inventent des «dispositifs» pour «recueillir» les doléances dans des préfectures et les sous-préfectures qui après «synthèses» seraient transmises aux services gouvernementaux... Ils veulent utiliser à leur profit l'initiative prise par certains maires de petites communes qui pensaient faire de leur mairie la maison commune où le «tiers» aurait pu s'assembler pour débattre et déposer ses cahiers de doléances.

Osons rêver d'autre chose: des «assemblées primaires» locales et des états généraux dotés de tous les moyens d'information, de communication et de délibération de notre temps. Osons rêver, avec La Réunion, d'une extension à toutes les colonies. Osons rêver, avec la Belgique, d'une extension européenne de cette dynamique démocratique.

1. L'appel du Comité Adama à rejoindre les Gilets jaunes, la rébellion de La Réunion, les différents textes syndicaux que nous reproduisons dans ce tome, l'appel «arc-en-ciel», notamment signé par Jacques Bidet et Christine Delphy, et la haie d'honneur faite par les Gilets jaunes de Montpellier à la manifestation contre les violences faites aux femmes, l'entrée des lycéen·nes dans la lutte et la jonction entre les Gilets jaunes et les marcheurs pour le climat en sont sans doute des pointes avancées.

2. Rappelons-nous les ouvriers turinois de 1969 qui avaient pour mot d'ordre: «*Nous sommes tous des délégués, nous sommes tous des dirigeants*».

Le mouvement des Gilets jaunes se donne le temps d'une respiration démocratique et ne cède en rien sur les agendas et les calendriers qu'on veut lui imposer. Il exprime, à sa façon, les possibilités d'une organisation autogérée de la société, d'un autogouvernement populaire.

Fidèles à la vocation des éditions Syllepse de « *donner les moyens aux acteurs, individuels et collectifs, du mouvement social de publier leurs contributions* », nous avons voulu réunir ici des textes et des déclarations, parmi beaucoup d'autres, qui nous ont semblé éclairants des questions sociales, démocratiques et écologiques que le mouvement des Gilets jaunes a mises, au sens propre comme au sens figuré, sur la place publique.

Gratuit, ce livre électronique est fait pour circuler le plus largement possible.

Cette première contribution des éditions Syllepse au mouvement social en cours ne peut pas offrir une image entière de ce *mouvement en mouvement* en raison de l'ampleur de celui-ci. Que cet ouvrage soit imparfait, nous le reconnaissons volontiers. Nous nous en réjouissons même car le mouvement des Gilets jaunes dans sa diversité et les questions qu'il nous pose ne peuvent tenir dans un seul livre.

Les éditions Syllepse vous invitent à découvrir leur catalogue

www.syllepse.net

